



25 juin 2026

---

# BENIN

## Situation sécuritaire

**Rapport commun du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) – Cedoca et de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) – DIDR**

## A propos des coauteurs

Le **Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA)** est une administration fédérale indépendante qui a pour mission d'offrir une protection aux personnes qui courent un risque de persécution ou d'atteintes graves en cas de retour dans leur pays. Le **Cedoca** est le département de recherche d'information sur les pays d'origine (COI) du CGRA. Il est composé de chercheurs spécialisés qui collectent et analysent les informations sur les pays d'origine des demandeurs de protection internationale et produisent des rapports COI conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et à la méthodologie interne du Cedoca pour la rédaction des produits COI. Pour plus d'informations : <https://www.cgra.be>.

L'**Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)** est un établissement public administratif créé par la loi du 25 juillet 1952. En charge de l'application de la convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, puis de la convention de New York de 1954, il statue en toute indépendance sur les demandes d'asile et de statut d'apatride qui lui sont soumises. La **Division de l'information, de la documentation et des recherches (DIDR)** a pour mission de mettre à disposition des agents de l'OFPRA une information fiable, objective, transparente, traçable et actualisée sur les pays de provenance des demandes d'asile. Pour plus d'informations : <https://www.ofpra.gouv.fr/>.

## Avertissement

Ce document COI a été rédigé conjointement par le Cedoca (CGRA) et la DIDR (OFPPRA). Il a été élaboré conformément aux [lignes directrices de l'Union européenne](#) pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et aux dispositions légales en vigueur. Il vise à fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique et n'exprime aucune opinion, tant du CGRA (autorités belges) que de l'OFPPRA (autorités françaises). Il ne prétend pas apporter de réponse définitive quant au bien-fondé d'une demande de protection internationale.

Ce document a été élaboré, dans un délai imparti, sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. Bien que le Cedoca et la DIDR se soient attachés à traiter l'ensemble des aspects pertinents relatifs au sujet du présent document COI, les analyses proposées ne sauraient être considérées comme exhaustives. Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné dans le présent document ne préjuge pas de son inexistence. Toutes les sources utilisées sont référencées.

Ce document ne peut être publié ou diffusé qu'avec l'accord écrit du CGRA et de l'OFPPRA.

-----

## Disclaimer

This COI report was drafted jointly by Cedoca (CGRA) and DIDR (OFPPRA). It follows the [Common EU Guidelines](#) for processing country of origin information (April 2008) and was drafted in accordance with applicable legal provisions. It aims to provide information for the processing of individual applications for international protection. It does not reflect any policy or express any opinion on the part of either the CGRA (Belgian authorities) or the OFPPRA (French authorities). It does not intend to provide a definitive answer on the merits of an application for international protection.

This report was prepared within an allotted timeframe, using a wide range of carefully selected public information with a constant attention to crosschecking sources. While Cedoca and DIDR have endeavoured to cover all aspects relevant to the subject of this COI report, the information provided is not necessarily exhaustive. The absence of a specific event, person or organisation from this report should not be taken to imply that the event did not take place or that the person or organisation does not exist. All sources are referenced.

This document may only be published or distributed with the written consent of the CGRA and OFPPRA.

## Résumé

Depuis les attaques menées à la fin de l'année 2021 par des combattants djihadistes contre les forces de sécurité béninoises, la menace sur la sécurité des départements du nord du pays n'a cessé de s'étendre et le nombre de victimes d'augmenter.

Début 2024, les actions des deux principaux groupes djihadistes actifs dans le Sahel, à savoir le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), ont transformé les régions frontalières entre Sahel et zones côtières en un espace actif de conflit. Ces groupes ont notamment renforcé leur présence dans le département béninois de l'Alibori, exposant une part croissante de la population civile à la violence. Cette expansion de l'activité des groupes armés dans les zones frontalières s'appuie notamment sur des vulnérabilités structurelles locales (conflits liés aux ressources, marginalisation sociale, tensions autour de l'autodéfense communautaire, liens entre des habitants et des milieux criminels).

Le Bénin est, à l'heure de rédiger ce rapport, le pays côtier le plus touché par les attaques djihadistes.

Le JNIM est le principal acteur impliqué dans les violences contre les civils ; il étend progressivement ses activités vers les zones frontalières béninoises depuis le Sahel central. Le groupe armé nigérian Mahmuda, apparu plus récemment au Bénin, semble principalement engagé dans des activités criminelles et des enlèvements. Les Forces armées béninoises (FAB), qui ont renforcé leur présence dans le nord du pays à travers l'opération Mirador pour mener des actions de contre-insurrection, sont également impliquées dans certains incidents visant des civils.

La situation sécuritaire s'est fortement dégradée entre janvier 2024 et mars 2026, notamment dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora. L'année 2025 a connu une importante hausse du nombre de victimes, avec des attaques moins fréquentes mais plus meurtrières. En outre, les attaques attribuées au JNIM contre les forces de sécurité béninoises dans les zones frontalières se sont également intensifiées.

La majorité des décès liés aux violences sont causées par des *battles* (54 %) et des *violences against civilians* (43 %). Les groupes djihadistes progressent graduellement, passant d'un prosélytisme discret à des attaques ciblées contre les forces de sécurité, puis à des violences contre les civils à partir de juin 2022 afin d'imposer leur contrôle à la population locale. Ils recourent notamment à des assassinats ciblés, des enlèvements et à l'imposition de règles inspirées de la charia.

D'après les données de l'ACLED couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026, le département de l'Alibori est le plus touché par l'insécurité (536 victimes), suivi par l'Atacora (108 victimes) et le Borgou (25 victimes).

La situation humanitaire dans le nord du pays est alarmante. Les besoins ont fortement augmenté en raison du contexte d'insécurité dans la région. Selon l'Organisation internationale des migrations (OIM), près de 40.000 personnes déplacées internes ont été recensées en novembre 2025, principalement dans le nord du pays dans les communes de Cobly, Karimama et Kérou.

Les attaques et le recours aux engins explosifs improvisés (EEI) perturbent les déplacements des populations pour accéder aux champs, aux marchés et aux services de base. Les violences ont également entraîné la fermeture de plusieurs écoles dans les départements de l'Atacora et de l'Alibori. Dans les zones touchées par les conflits, de nombreux ménages sont contraints de réduire le nombre de repas en raison des difficultés d'accès aux terres agricoles et au bétail.

## Summary

Since jihadist fighters carried out attacks against Beninese security forces in late 2021, the security threat in the northern regions of the country has continued to increase, as has the number of victims.

In early 2024, the activities of the two main jihadist groups operating in the Sahel – the Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (JNIM) and l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS) – turned the border regions between the Sahel and the coastal areas into active conflict zones. These groups have particularly strengthened their presence in the Beninese department of Alibori, exposing a growing proportion of the civilian population to violence. The expansion of the activity of armed groups in border areas is fuelled by local structural vulnerabilities, such as conflicts over resources, social marginalisation, tensions surrounding community self-defence and links between local residents and criminal networks.

At the time of writing, Benin is the coastal country most affected by jihadist attacks.

JNIM is the main group responsible for violence against civilians. It has gradually expanded its activities into Benin's border areas from the central Sahel. The more recently appeared Nigerian armed group Mahmuda appears to be primarily engaged in criminal activities and kidnappings in Benin. The Forces Armées Béninoises (FAB), who have increased their presence in the north of the country as part of Operation Mirador in order to carry out counter-insurgency operations, have also been implicated in certain incidents targeting civilians.

The security situation deteriorated significantly between January 2024 and March 2026, particularly in the departments of Alibori and Atacora. The year 2025 saw a significant rise in the number of casualties, with attacks becoming less frequent but more deadly. Furthermore, attacks attributed to JNIM against Beninese security forces in border areas have also intensified.

The majority of deaths linked to the violence are caused by battles (54%) and violence against civilians (43%). Jihadist groups have gradually escalated their activities, progressing from discreet proselytising to targeted attacks against security forces and, since June 2022, to violence against civilians in an attempt to impose their control over the local population. They resort to targeted assassinations, abductions, and imposing Sharia-inspired rules.

According to ACLED data covering the period from 1 January 2024 to 14 March 2026, the Alibori department is the worst affected by insecurity (536 victims), followed by Atacora (108 victims) and Borgou (25 victims).

The humanitarian situation in the north of the country is alarming. Needs have risen sharply due to the insecurity in the region. According to the International Organisation for Migration (IOM), nearly 40,000 internally displaced persons were recorded in November 2025, mainly in the north of the country in the communes of Cobly, Karimama and Kérou.

Attacks and the use of improvised explosive devices (IEDs) are preventing people from reaching their fields, markets and basic services. The violence has also led to the closure of several schools in the Atacora and Alibori departments. In areas affected by the conflict, many households have been forced to reduce the number of meals they eat due to difficulties accessing farmland and livestock.

---

## Table des matières

<b>A propos des coauteurs</b> .....	<b>2</b>
<b>Avertissement</b> .....	<b>3</b>
<b>Disclaimer</b> .....	<b>3</b>
<b>Résumé</b> .....	<b>4</b>
<b>Summary</b> .....	<b>5</b>
<b>Liste des sigles</b> .....	<b>7</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>8</b>
<b>1. Bref historique</b> .....	<b>10</b>
1.1. Progression de l'insécurité .....	10
1.2. Vulnérabilités structurelles locales .....	11
1.2.1. Marginalisation des zones frontalières .....	11
1.2.2. Géographie .....	11
1.2.3. Économies illicites .....	12
1.2.4. Foncier et dynamiques de transhumance .....	12
1.2.5. Ethnies et religions .....	13
<b>2. État actuel du conflit</b> .....	<b>14</b>
<b>3. Parties combattantes</b> .....	<b>16</b>
3.1. Les forces armées béninoises (FAB) .....	17
3.2. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) .....	18
3.3. Mahmuda (ou Darussalam) .....	19
3.4. Lakurawa .....	21
<b>4. Typologie de la violence</b> .....	<b>21</b>
4.1. Nombre d'incidents .....	21
4.2. Nature des incidents .....	23
4.2.1. Violences contre les civils .....	23
4.2.2. Enlèvements .....	24
4.2.3. Affrontements armés .....	25
<b>5. Cibles de la violence</b> .....	<b>26</b>
5.1. Données .....	26
5.2. Analyse .....	27
<b>6. Répartition géographique</b> .....	<b>28</b>
<b>7. Déplacements de population</b> .....	<b>32</b>
<b>8. Impact de la violence sur la vie quotidienne</b> .....	<b>35</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>36</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>40</b>

## Liste des sigles

AA	Anadolu Agency
ACAPS	Assessment Capacities Project
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AJ	Al Jazeera
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CESA	Centre d'études stratégiques de l'Afrique
CT	Critical Threats
DTM	Displacement Tracking Matrix
DW	Deutsche Welle
EEI	Engins explosifs improvisés
EIGS	État islamique dans le Grand Sahara
ERCC	Emergency Response Coordination Centre
FCFA	Franc CFA
GI-TOC	Global Initiative Against Transnational Organized Crime
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
ICG	International Crisis Group
IRIS	Institut de relations internationales et stratégiques
IRSEM	Institut de recherche stratégique de l'École militaire
ISS	Institute for Security Studies
JA	Jeune Afrique
JNIM	Jamaat Nosrat el-Islam wal-Muslimin
KAS	Konrad Adenauer Stiftung
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personne déplacée interne
RFI	Radio France internationale
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNIDIR	United Nations Institute for Disarmament Research
WAP	W-Arly-Pendjari

## Introduction

La présente recherche dresse un état des lieux de la situation sécuritaire au Bénin. Elle porte en particulier sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 26 mai 2026.

Ce rapport se compose de huit parties. La première propose un rappel historique du contexte général du conflit. La situation sécuritaire plus récente est abordée dans la deuxième partie. Les principaux acteurs en présence – forces armées nationales et groupes djihadistes – sont présentés dans la troisième partie. La quatrième propose une description de la violence tandis que la cinquième partie en présente les principales cibles. La répartition géographique des incidents, les déplacements de population consécutifs à la violence et les conséquences sur la vie quotidienne font l'objet des trois dernières parties.

Pour la rédaction de ce rapport, le Cedoca et la DIDR se sont appuyés sur des sources diverses, notamment les rapports périodiques du Secrétaire général des Nations Unies au Conseil de sécurité, les rapports d'autres organismes des Nations unies, ceux d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales actives dans la défense des droits de l'homme ainsi que ceux publiés par des instituts de recherche travaillant sur la région ouest africaine. La presse béninoise et internationale a également été consultée.

Le présent rapport utilise des données chiffrées relatives aux incidents liés à la sécurité en provenance de la base de données de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés<sup>1</sup>. Des chercheurs expérimentés ont collecté ces données en faisant appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales dans plus de 75 langues<sup>2</sup>. Concernant le Bénin, il s'agit notamment de 24h au Bénin, Acotonou, Agence France-Presse (AFP), Africa 1, Al Zallaqa, All Africa, Associated Press (AP), aLome, Banouto, BBC, Benin Web TV, Clingendael Consortium, Daabaaru, Dakaractu, Free News (Togo), GardaWorld, International Crisis Group (ICG), La Nation (Bénin), La Nouvelle (Bénin), L'investigateur, LSI Africa, République Togolaise, Reuters, Radio France internationale (RFI), Sota FM Radio, Sud Quotidien (Sénégal), Twitter, Undisclosed Source, Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), Visages du Bénin ou encore Xinhua.

La base de données de l'ACLED, accessible sur le site Internet de l'organisation, est constamment mise à jour par de nouvelles informations (y compris sur des incidents déjà répertoriés)<sup>3</sup>. L'organisation explique en détail la méthodologie appliquée pour l'encodage des données<sup>4</sup>. L'ACLED enregistre le type de violences et leurs auteurs, donne une description des incidents et de leur localisation, ainsi qu'une indication<sup>5</sup> du nombre de victimes signalées. Dans le cadre de la présente recherche, le Cedoca et la DIDR font usage des données reprises par l'ACLED dans les catégories (*event-types*) suivantes : *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*<sup>6</sup>. Compte tenu de la méthodologie, du codage et de l'encodage des données de l'ACLED, le Cedoca et la DIDR

---

<sup>1</sup> ACLED, *About ACLED*, s.d., [url](#)

<sup>2</sup> ACLED, 06/2023, p. 7, [url](#)

<sup>3</sup> ACLED, 11/2021, [url](#)

<sup>4</sup> ACLED, *Resource Library*, s.d., [url](#)

<sup>5</sup> L'ACLED ne vérifie pas le nombre de victimes rapportées. Si plusieurs sources fournissent des chiffres différents ou des estimations vagues, l'ACLED reprend l'estimation la plus prudente. Il est dès lors possible que cette méthode donne lieu à une sous-estimation du nombre de victimes. « These figures should therefore be understood as indicative estimates of reported fatalities, rather than definitive fatality counts » : ACLED, 06/2023, p. 37, [url](#) ; ACLED, 01/2023, pp. 2-3, [url](#)

<sup>6</sup> L'ACLED recense aussi d'autres incidents, plus particulièrement sous les catégories *riots*, *protests* et *strategic developments*: ACLED, 06/2023, [url](#). Le Cedoca ne reprend pas ceux-ci dans la présente recherche.

considèrent ces données chiffrées comme une estimation et une indication des tendances quant aux violences observées durant une période déterminée. Le Cedoca et la DIDR ont consulté les chiffres de l'ACLED utilisés dans ce rapport le 14 avril 2026.

En cas de changements ou de développements fondamentaux ayant un impact sur la situation sécuritaire au Bénin, le présent rapport sera mis à jour dans les meilleurs délais.

## 1. Bref historique

### 1.1. Progression de l'insécurité

La situation sécuritaire en Afrique est marquée par une intensification des violences attribuées aux groupes islamistes. Le Sahel en reste le principal foyer depuis cinq ans. Ce phénomène s'accompagne d'une extension géographique des groupes djihadistes : le Sahel central fait office de base arrière et de zone de transit pour ces groupes, qui progressent vers les territoires septentrionaux de certains États côtiers, dont le Bénin. Cette expansion s'appuie sur des vulnérabilités structurelles locales détaillées *infra* et favorise l'émergence de foyers djihadistes enracinés localement<sup>7</sup>.

Depuis plusieurs années, le risque de débordement de la violence vers les États côtiers est signalé, notamment dans la zone du complexe W-Arly-Pendjari (WAP)<sup>8</sup>, à cheval entre le Bénin, le Burkina Faso et le Niger<sup>9</sup>.

Au Bénin, la menace s'est progressivement transformée. À partir de 2018, les régions septentrionales ont servi principalement de zones de transit et d'approvisionnement pour les groupes sahéliens, qui exploitaient des activités économiques illicites et circulaient relativement librement dans les parcs frontaliers. Toutefois, cette présence s'est progressivement consolidée. Le pays évolue progressivement d'une simple zone de repli vers un territoire d'implantation, où les groupes visent à exercer une présence durable et à faciliter leurs déplacements transnationaux, en exploitant notamment les tensions et conflits locaux déjà existants<sup>10</sup>.

Les premières manifestations notables de cette évolution incluent l'enlèvement de touristes français et l'assassinat de leur guide en 2019, mais un tournant intervient à partir de novembre 2021, avec des attaques directes contre les forces de sécurité. Une attaque de décembre 2021 à Porga, revendiquée par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM)<sup>11</sup>, affilié à Al-Qaïda, marque le début d'une vague de violences soutenues dans l'extrême nord du pays. Depuis lors, la faction Katiba<sup>12</sup> Hanifa du JNIM est considérée comme un acteur central de l'implantation djihadiste dans la région<sup>13</sup>. Les différents groupes djihadistes sont présentés au [chapitre 3](#) de ce rapport.

Ce processus d'implantation des groupes djihadistes dans la région s'inscrit dans une évolution plus longue : des opérations de reconnaissance auraient eu lieu dès 2014, et l'infiltration s'est accrue à partir de 2018-2019. Si le JNIM apparaît comme le groupe dominant dans la région, les tentatives d'implantation de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), notamment dans l'Alibori, ont été plus limitées, en partie en raison de rivalités entre groupes.

Cette région frontalière revêt une importance stratégique croissante pour ces groupes djihadistes, qui exploitent la porosité des frontières pour renforcer leur présence et compliquer les efforts militaires. En 2025, le Bénin a enregistré 305 morts imputables aux seuls militants djihadistes, soit une augmentation de 76 % par rapport à l'année précédente, des chiffres qui illustrent l'intensification

---

<sup>7</sup> CESA, 15/04/2026, [url](#) ; IRSEM (Quidelleur T.), 11/2025, [url](#) ; ICG, 20/12/2019, [url](#) ; Clingendael, 06/2021, [url](#)

<sup>8</sup> Site naturel transfrontalier, ce complexe inclut le parc national du W, le parc national de la Pendjari et la réserve d'Arly. Il représente la plus grande réserve de savane intacte d'Afrique de l'Ouest.

<sup>9</sup> KAS (Wilén N., Aning K.), 03/2025, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 28/11/2025, [url](#) ; ACLED, 27/03/2025, [url](#)

<sup>10</sup> CESA, 03/2026, [url](#) ; IRSEM (Quidelleur T.), 11/2025, [url](#)

<sup>11</sup> Fondé en 2017 au Mali, le JNIM est aujourd'hui le principal groupe djihadiste du Sahel central, et son expansion vers les pays côtiers, dont le Bénin, constitue une préoccupation sécuritaire majeure, bien qu'elle ne soit pas nécessairement son objectif prioritaire : IRSEM (Quidelleur T.), 11/2025, [url](#)

<sup>12</sup> Le terme arabe *katiba* désigne une unité militaire.

<sup>13</sup> IRSEM (Quidelleur T.), 11/2025, [url](#) ; CESA, 03/2026, [url](#)

récente de la violence dans le pays<sup>14</sup>. Les militants cherchent à étendre leur empreinte opérationnelle au Bénin, en s'appuyant de plus en plus sur des réseaux de renseignement et de logistique enracinés localement<sup>15</sup>.

L'Annexe 2 illustre l'extension des incidents violents liés au JNIM en Afrique de l'Ouest de 2020 à 2025. Une comparaison du nombre d'incidents et de décès imputables aux groupes djihadistes par pays au Sahel au cours de l'année 2025 est disponible à l'Annexe 3.

Plus au Sud, les dynamiques sécuritaires dans le département du Borgou s'inscrivent dans une imbrication croissante entre les activités extrémistes du Sahel central et celles du bassin du lac Tchad, exposant le Bénin à des menaces provenant à la fois du Sahel et du Nigeria. Depuis juin 2025, ce département connaît une multiplication d'incidents violents, dont seule une faible partie a été officiellement signalée, tandis que des dizaines d'événements, violents et non violents, ont été recensés par d'autres sources. Les responsables de ces incidents n'ont pas été identifiés et plusieurs groupes sont suspectés, dont le JNIM. Selon certaines analyses, la majorité des incidents serait liée au groupe armé extrémiste nigérian Mahmuda (ou Darussalam), décrit au [point 3.3. de ce rapport](#). Ce groupe, actif depuis environ 2020 dans le centre du Nigeria près de la frontière béninoise, a établi des bases dans certaines zones du Borgou, à proximité de centres urbains importants. Son avancée a été favorisée par les opérations militaires menées au Nigeria en mars et avril 2025<sup>16</sup>. Il s'est implanté dans des zones au Bénin où celle du JNIM est également attestée, ce qui crée un chevauchement des influences et pourrait impliquer des formes de coexistence ou de collaboration<sup>17</sup>.

## 1.2. Vulnérabilités structurelles locales

### 1.2.1. Marginalisation des zones frontalières

Les zones frontalières du Bénin se caractérisent par des infrastructures limitées, des services publics insuffisants et une présence étatique inégale selon le territoire, ce qui a contribué à leur faible intégration dans la gouvernance nationale. Cette situation a alimenté parmi certaines communautés un sentiment de frustration et d'abandon, que les groupes djihadistes exploitent pour se présenter comme une alternative. Certaines mesures gouvernementales, telles que les restrictions sur la transhumance et l'exploitation aurifère artisanale, ont parfois aggravé ces tensions en fragilisant les moyens de subsistance locaux en l'absence de mesures compensatoires adéquates. Par ailleurs, les efforts du gouvernement pour répondre à la marginalisation structurelle restent d'ampleur et de portée géographique limitées, entraînant des progrès limités en matière de gouvernance et de conditions de vie<sup>18</sup>.

### 1.2.2. Géographie

La géographie du nord du Bénin favorise l'implantation des groupes djihadistes, ces derniers transformant les zones frontalières en points d'entrée, sanctuaires et zones de recrutement. Le relief accidenté, comprenant notamment les montagnes de l'Atacora et les collines du Centre-Nord, crée des espaces difficiles à surveiller, propices aux activités de guérilla, au stockage d'armes et à la dissimulation des combattants. Couvrant environ un million d'hectares dans la ceinture de savane

---

<sup>14</sup> CESA, 15/04/2026, [url](#)

<sup>15</sup> CESA, 03/2026, [url](#)

<sup>16</sup> Clingendael, 12/2025, [url](#)

<sup>17</sup> Clingendael, 12/2025, [url](#) ; CTC (Barnett J., Musa U.), 01/2026, [url](#) ; DW (Abiodun J.), 10/03/2026, [url](#) ; JA (Dudouet M.), 22/11/2025, [url](#) ; JA (Boko W. H.), 25/04/2025, [url](#)

<sup>18</sup> KAS (Wilén N., Aning K.), 03/2025, [url](#) ; CESA, 03/2026, [url](#)

ouest-africaine, le WAP se caractérise par des paysages de brousse traversés par des pistes. Les groupes exploitent ainsi la configuration frontalière et le caractère enclavé des zones protégées pour s’implanter durablement<sup>19</sup>.

### 1.2.3. Économies illicites

Le Bénin, frontalier du Burkina Faso, du Niger et du Nigeria, se situe dans des zones transfrontalières (dont le complexe WAP) facilitant à la fois les flux licites et des économies illicites comme le trafic de carburant, le braconnage et l’extraction illégale. Des acteurs marginalisés (contrebandiers, braconniers) y interagissent avec des groupes armés, lesquels exploitent ces réseaux pour se financer, se ravitailler et recruter, notamment en intégrant des bandits, des jeunes marginalisés et en contrôlant des secteurs comme l’orpaillage, le commerce de bétail, de vivres et de carburant. Le territoire béninois sert aussi de zone de transit et de ravitaillement pour des groupes actifs dans l’est du Burkina Faso, dans des espaces marqués de longue date par la contrebande et le racket<sup>20</sup>.

Cette économie transfrontalière, largement informelle, constitue un pilier des moyens de subsistance de la population béninoise (environ 80 % des emplois et 65 % du PIB). Elle implique divers acteurs (groupes armés, réseaux criminels, fonctionnaires corrompus, intérêts privés) et repose notamment sur des flux comme le carburant nigérian et l’orpaillage artisanal. Elle génère toutefois des tensions avec les autorités en raison de restrictions commerciales, fermetures de frontières et pertes de revenus pour certains producteurs, ce qui peut alimenter des conflits<sup>21</sup>.

### 1.2.4. Foncier et dynamiques de transhumance

Sous l’effet de la pression démographique, de l’expansion agricole et des contraintes environnementales, les conflits entre communautés pastorales, en particulier peules, et agriculteurs sédentaires tels que les Bariba et les Dendi se sont intensifiés. Ces tensions sont aggravées par une gouvernance foncière limitée et des changements fréquents de politiques foncières, qui redistribuent les avantages de manière inégale. Cette situation, qui favorise la contestation et la manipulation des revendications légales par différents acteurs, contribue à la persistance de cycles d’injustices et de représailles<sup>22</sup>.

Les dynamiques de transhumance dans le nord du Bénin s’inscrivent dans un contexte de gouvernance fragile et de mobilité accrue, qui intensifient les tensions liées à l’accès aux terres et à l’eau. Située sur des couloirs majeurs reliant le Burkina Faso et le Niger, la région connaît une concurrence accrue autour de ces ressources naturelles, accentuée par les restrictions frontalières qui détournent les éleveurs vers des itinéraires informels, aggravant les conflits avec les communautés d’accueil. Ces pressions favorisent des abus (arrestations arbitraires, amendes, saisies de bétail) et participent à une militarisation progressive de certains groupes de transhumants, tandis que la sédentarisation croissante des éleveurs génère de nouveaux conflits, ceux-ci étant parfois perçus comme des occupants illégitimes par les populations locales<sup>23</sup>.

Ces tensions s’inscrivent dans des conflits agro-pastoraux plus larges, alimentés par la raréfaction des terres cultivables, la pression démographique et les déplacements de population. Elles traduisent une imbrication d’enjeux économiques et identitaires, la transhumance étant perçue par certains agriculteurs comme une intrusion étrangère, tandis que les éleveurs subissent la réduction de leurs

---

<sup>19</sup> ENACT (Ogunade F.), 14/02/2025, [url](#) ; IRSEM (Quidelleur T.), 11/2025, [url](#) ; CESA, 03/2026, [url](#)

<sup>20</sup> IRSEM (Quidelleur T.), 11/2025, [url](#)

<sup>21</sup> IRSEM (Quidelleur T.), 11/2025, [url](#)

<sup>22</sup> CESA, 03/2026, [url](#)

<sup>23</sup> CESA, 03/2026, [url](#)

espaces de pâturage. La conflictualité dépasse la seule compétition pour les ressources et inclut des enjeux de reconnaissance politique, accentués par l'expansion de grandes exploitations agricoles (notamment soja et coton) qui contribuent à la concentration foncière<sup>24</sup>.

La présence accrue de groupes djihadistes renforce ces dynamiques, ces derniers contrôlant certaines zones, imposant des taxes et intervenant dans les litiges fonciers ou liés au bétail, reconfigurant ainsi les mécanismes locaux de régulation. D'autres facteurs endogènes interviennent, tels que le manque d'opportunités économiques, l'importance des migrations transfrontalières et le non-respect des couloirs de transhumance, contribuant à un climat de suspicion et à un brouillage entre criminalité et djihadisme<sup>25</sup>.

Enfin, la gestion des aires protégées constitue un autre foyer de tensions. Le partenariat entre l'État béninois et l'ONG African Parks, visant la conservation, est perçu par certaines communautés comme une appropriation de leurs terres et ressources et suscite des conflits avec les populations locales (chasseurs, agriculteurs, éleveurs), et ce malgré des ajustements récents visant à renforcer le dialogue et le développement local<sup>26</sup>.

### 1.2.5. Ethnies et religions

Le nord du Bénin<sup>27</sup> se caractérise par une forte diversité ethnique et culturelle, avec des groupes principaux tels que les Bariba, Peuls, Dendi, Gourmantché et Batammariba, ainsi que d'autres communautés comme les Waama, Yom, Lokpa et Berba. Ces populations partagent des trajectoires historiques – liées aux échanges transsahariens, à l'islamisation progressive et aux recompositions politiques successives – ainsi qu'un contexte actuel de transformations liées à l'urbanisation, à la mobilité et aux enjeux sécuritaires<sup>28</sup>.

Les pressions contemporaines décrites *supra* ont contribué à une ethnicisation croissante des tensions, notamment autour de l'identité peule, qui a accentué la polarisation sociale et les risques d'exploitation par les groupes djihadistes. Les affiliations ethniques et religieuses sont parfois instrumentalisées dans les compétitions politiques locales, ce qui affaiblit la cohésion sociale et la confiance envers les institutions, dans un contexte marqué par la corruption, un manque de redevabilité et une présence limitée des autorités dans les zones rurales. Les pratiques clientélistes et la distribution inégale des ressources par certains responsables locaux renforcent également les clivages communautaires<sup>29</sup>.

Dans ce contexte, les groupes djihadistes exploitent les dynamiques sociales en se présentant comme protecteurs de certaines communautés, en particulier les éleveurs peuls, qui font face à des formes de stigmatisation et de sous-représentation. Dans l'ensemble du Sahel, ces groupes ont recruté au sein de populations peules en s'appuyant sur un ressenti d'exclusion, contribuant à associer, dans certains discours, identité peule et extrémisme violent. Cette perception existe également dans le nord du Bénin, où le militantisme est parfois assimilé à une « menace peule », bien que cette communauté représente une minorité de la population. Les groupes militants tirent parti de cette stigmatisation pour encourager le recrutement et consolider leur ancrage local, en s'insérant dans des tensions existantes<sup>30</sup>.

---

<sup>24</sup> IRSEM (Quidelleur T.), 11/2025, [url](#)

<sup>25</sup> IRSEM (Quidelleur T.), 11/2025, [url](#)

<sup>26</sup> IRSEM (Quidelleur T.), 11/2025, [url](#)

<sup>27</sup> Atacora, Alibori, Donga et Borgou

<sup>28</sup> HCR, 15/01/2026, [url](#)

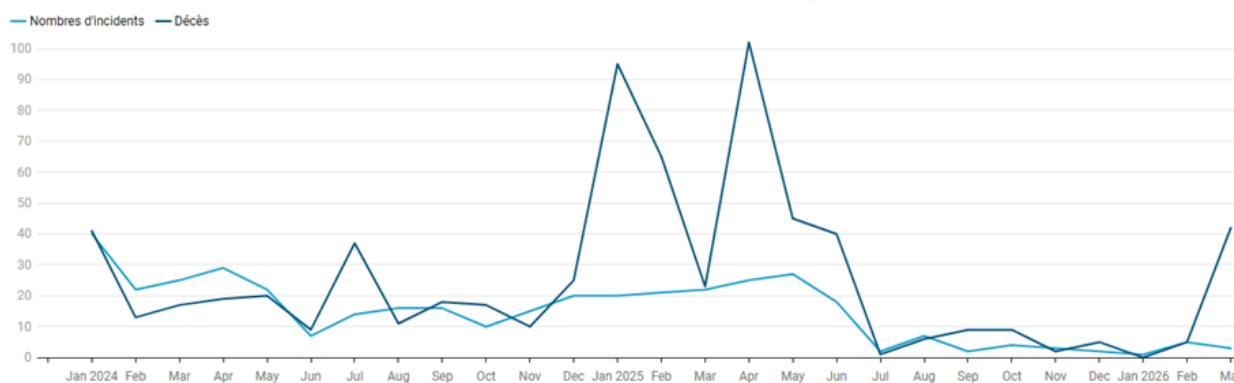
<sup>29</sup> IRSEM (Quidelleur T.), 11/2025, [url](#) ; CESA, 03/2026, [url](#)

<sup>30</sup> CESA, 03/2026, [url](#)

## 2. État actuel du conflit

Du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026, période prise en compte pour le traitement des données de l'ACLED, le nombre d'incidents et de décès liés à ces incidents a évolué de la manière suivante :

### Évolution du nombre d'incidents sécuritaires et de décès liés à ceux-ci du 1er janvier 2024 au 14 mars 2026



Graphique: CGRA/CEDOCA - Source: ACLED - Insérer - Télécharger l'image - Créé avec Datawrapper

Graphique 1 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2024 – 14/03/2026<sup>31</sup>

La région frontalière du nord du Bénin connaît une intensification des activités djihadistes, avec une hausse marquée du nombre de victimes : 89 décès liés au conflit ont été enregistrés entre décembre 2024 et janvier 2025, contre 17 sur la même période un an plus tôt. Plusieurs attaques ont été signalées, dont un attentat à l'engin explosif improvisé le 8 décembre 2024 à Tanguiéta (Atacora), ayant causé la mort de trois soldats, ainsi qu'une attaque revendiquée par le JNIM le 8 janvier 2025 contre une base militaire proche du point triple Bénin-Burkina Faso-Niger, faisant de nombreuses victimes parmi les forces de sécurité. Une contre-offensive ultérieure aurait entraîné la mort de 40 membres de groupes extrémistes. Dans ce contexte, les autorités béninoises ont exprimé des préoccupations quant à la suspension de la coopération sécuritaire avec le Burkina Faso et le Niger<sup>32</sup>, jugée préjudiciable à la lutte antiterroriste<sup>33</sup>. L'attaque la plus meurtrière s'est déroulée le 17 avril 2025 dans le parc national du W, avec la mort de 57 militaires<sup>34</sup>.

Selon les chiffres de l'ACLED traités par le Guardian, le Bénin a enregistré en 2025 la quatrième plus forte augmentation en chiffres absolus du nombre de décès liés au terrorisme (après le Nigeria, la République démocratique du Congo et la Colombie)<sup>35</sup>.

Début mars 2026, une recrudescence des attaques est observée sur plusieurs fronts éloignés. Le 4 mars, le JNIM revendique une attaque contre une position militaire à Kofouno (Karimama, Alibori).

<sup>31</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Évolution du nombre d'incidents sécuritaires et de décès liés à ceux-ci du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, [url](#)

<sup>32</sup> En septembre 2023, les gouvernements du Burkina Faso, du Mali et du Niger, tous trois dirigés par des officiers militaires, ont créé un nouvel organe de coopération en matière de défense et de sécurité : l'Alliance des Etats du Sahel (AES). Cette union est une réponse directe à la menace d'une intervention militaire de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) après le coup d'Etat militaire qui a renversé en juillet 2023 le gouvernement démocratiquement élu au Niger. Ces trois pays ont quitté la Cedeao en janvier 2024, ce qui a « considérablement affaibli les mécanismes de coopération sécuritaire régionaux ». ICG, 05/12/2024, [url](#) ; ICG, 02/2026, [url](#)

<sup>33</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 26/03/2025, [url](#)

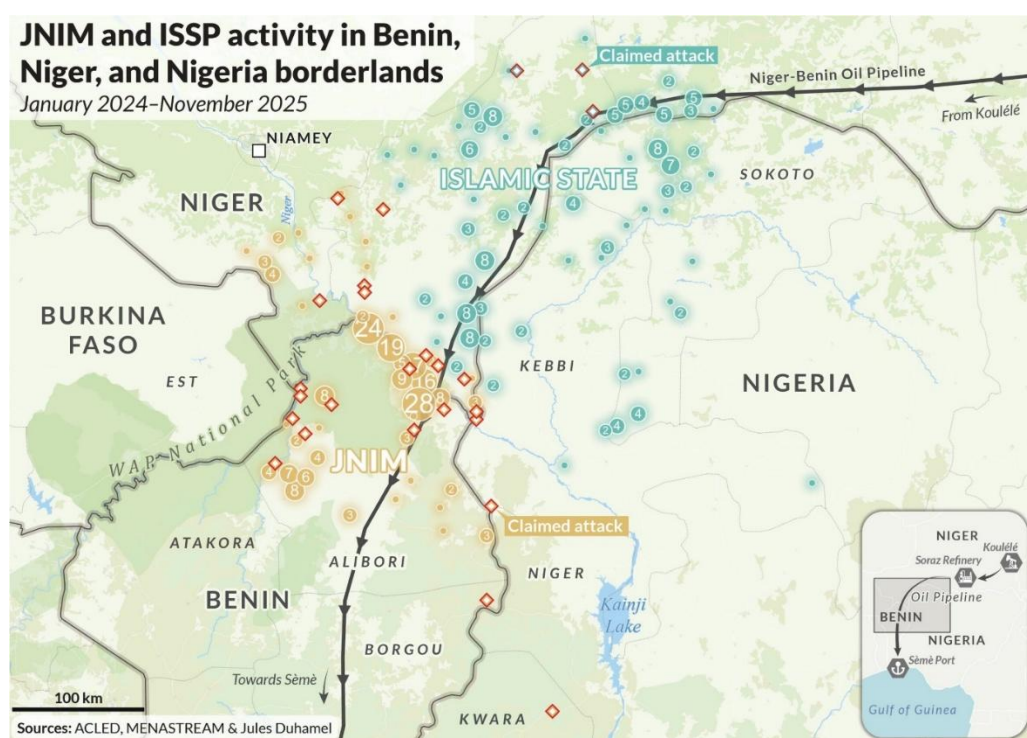
<sup>34</sup> Libération (Malagardis M.), 30/04/2026, [url](#)

<sup>35</sup> The Guardian, 19/05/2026, [url](#)

Les bilans varient selon les sources : entre 15 soldats tués et quatre blessés selon les autorités, et des chiffres plus élevés évoqués par d'autres sources. L'armée béninoise indique avoir riposté, notamment par des frappes aériennes, mais aucune source indépendante ne mentionne le nombre de pertes et la prise de contrôle du poste. Le 7 mars 2026, une autre attaque dans le parc national de la Pendjari est déjouée ; les forces armées béninoises déclarent avoir tué 17 assaillants et récupéré du matériel, mais déplorent la mort d'un soldat lors des affrontements<sup>36</sup>.

Fin avril 2026, l'analyste stratégique Fiacre Vidjingninou affirme au journal Libération que le Bénin est le pays côtier le plus touché par les attaques djihadistes<sup>37</sup>.

La carte ci-dessous montre, pour la période de janvier 2024 à novembre 2025, comment les réseaux djihadistes se sont étendus vers le Sud depuis le Sahel jusqu'aux zones frontalières du Bénin, du Niger et du Nigeria :



Carte 1 : Activités du JNIM et de l'ISSP dans les zones frontalières du Bénin, du Niger et du Nigeria, de janvier 2024 à novembre 2025<sup>38</sup>

Par ailleurs, le 7 décembre 2025, un groupe restreint de militaires a tenté un coup d'État en attaquant pendant 45 minutes la résidence présidentielle et celles de hauts gradés, notamment avec des engins blindés, et en prenant en otage deux généraux. Les mutins, regroupés sous le nom de « Comité militaire de la refondation (CMR) » et originaires du nord du pays, ont annoncé via la télévision publique la destitution du président Patrice Talon, la suspension de la Constitution et la dissolution des institutions, invoquant la situation sécuritaire au nord du pays, les conditions des familles de militaires ainsi que des griefs socio-économiques. Dirigés par le lieutenant-colonel Pascal Tigri, ils se sont retranchés dans la base de Togbin. Cette base a ensuite subi des frappes aériennes nigérianes ainsi

<sup>36</sup> JA (Gayet D. K.), 05/03/2026, [url](#) ; AA (Kwame A.), 12/03/2026, [url](#)

<sup>37</sup> Libération (Malagardis M.), 30/04/2026, [url](#)

<sup>38</sup> Duhamel J., 05/12/2025, [url](#)

qu'une opération de ratissage menée avec l'appui de forces spéciales françaises, entraînant la fuite de plusieurs mutins<sup>39</sup>.

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a déployé des troupes de plusieurs pays, dont des militaires nigériens à Cotonou. Le gouvernement a indiqué que le président était sain et sauf et que la majorité de l'armée était restée loyale. Une quinzaine de personnes ont été arrêtées, une trentaine de militaires inculpés et environ une centaine de mutins seraient en fuite. Les otages ont été libérés le 8 décembre dans le nord du pays. Le chef du groupe reste recherché, avec des localisations évoquées au Togo ou à Niamey (Niger), dans un contexte marqué par des allégations d'influences extérieures, des mouvements suspects à la frontière nigérienne et la diffusion de désinformation. Des figures de l'opposition ont été interrogées sur leurs liens éventuels avec les événements<sup>40</sup>.

Le 12 mai 2026, Soumaila Sounon Boké, ancien parlementaire du principal parti d'opposition, Les Démocrates, a été reconnu coupable par la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (CRIET) de Cotonou. Il écope d'une peine de cinq ans d'emprisonnement ainsi que d'une amende de 10 millions de FCFA. La justice lui reproche notamment des faits d'« apologie de crime contre la sûreté de l'État » et d'« incitation à la haine et à la violence ». Ces accusations font suite à un message qu'il avait publié le 7 décembre dans un groupe WhatsApp, au moment de la tentative de coup d'État visant le président Patrice Talon<sup>41</sup>.

Malgré les événements, la situation à Cotonou est revenue à la normale, bien que des mesures de sécurité renforcées et des patrouilles militaires restent visibles selon plusieurs journalistes<sup>42</sup>.

Une carte reprenant les lieux de cet épisode est disponible à l'Annexe 4.

### 3. Parties combattantes

Selon les données fournies par l'ACLED sur la période entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 14 mars 2026, le JNIM apparaît comme le principal acteur armé impliqué dans les violences visant les civils, avec environ 49 % des incidents recensés. Durant la même période, le groupe armé nigérien Mahmuda, ainsi que les Forces armées béninoises (FAB), auraient été impliqués dans respectivement 23 % et 21 % des incidents enregistrés<sup>43</sup>.

---

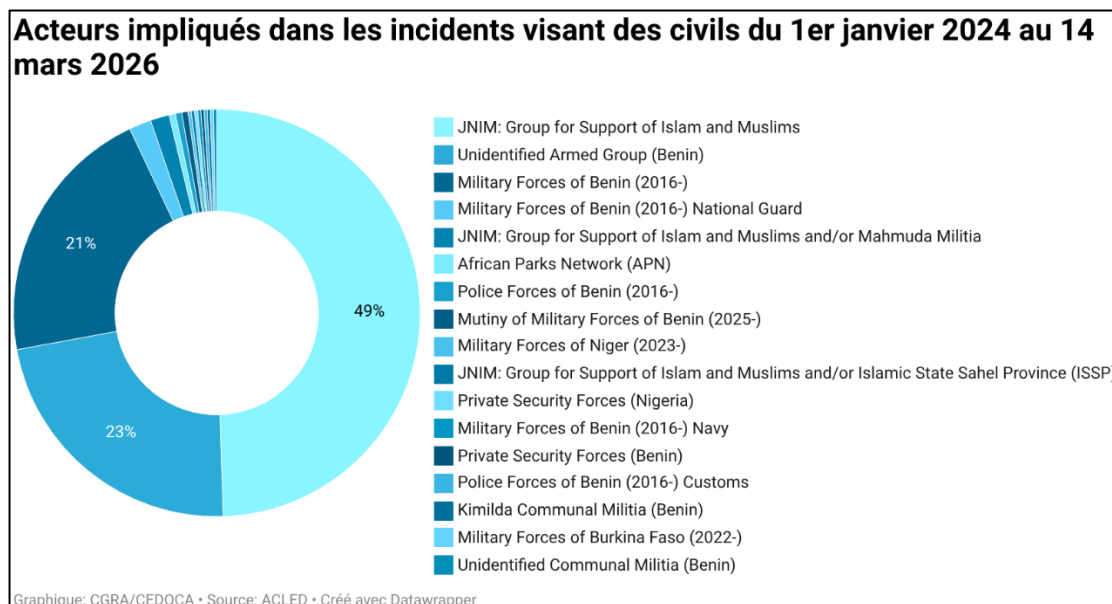
<sup>39</sup> BBC, 08/12/2025, [url](#) ; AJ, 08/12/2025, [url](#) ; JA, 08/12/2025, [url](#) ; France 24, 08/12/2025, [url](#) ; Africanews, 08/12/2025, [url](#) ; Libération (Malagardis M.), 30/04/2026, [url](#)

<sup>40</sup> BBC, 08/12/2025, [url](#) ; AJ, 08/12/2025, [url](#) ; JA, 08/12/2025, [url](#) ; France 24, 08/12/2025, [url](#) ; Africanews, 08/12/2025, [url](#)

<sup>41</sup> RFI, 13/05/2026, [url](#)

<sup>42</sup> France 24, 08/12/2025, [url](#) ; Emmanuelle Sodji, 09/12/2025, [url](#) ; Le Monde, 16/12/2025, [url](#) ; Sahel Intelligence, 17/12/2025, [url](#) ; Conflits, 13/12/2025, [url](#) ; JA, 08/12/2025, [url](#) ; JA, 23/12/2025, [url](#) ; JA, 20/12/2025, [url](#) ; JA, 10/12/2025, [url](#) ; JA, 23/12/2025, [url](#) ; JA, 24/12/2025, [url](#) ; RFI, 07/01/2026, [url](#)

<sup>43</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#)



Graphique 2 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2024 – 14/03/2026<sup>44</sup>

### 3.1. Les forces armées béninoises (FAB)

Les Forces armées béninoises (FAB) constituent l'appareil militaire du pays. Elles regroupent l'armée de terre, la marine nationale, l'armée de l'air et la garde républicaine. Historiquement, elles ont été peu exposées aux conflits armés et ont principalement été mobilisées dans des missions de sécurité intérieure et de maintien international de la paix avant la dégradation sécuritaire observée dans le nord du pays à partir de 2019<sup>45</sup>.

En réponse à l'expansion des groupes djihadistes, le gouvernement a lancé en janvier 2022 l'opération Mirador. Cette opération a mobilisé plusieurs milliers de soldats le long des frontières avec le Burkina Faso et le Niger afin de prévenir les infiltrations armées, sécuriser les populations locales et renforcer le contrôle territorial dans les zones frontalières. Toutefois les FAB restent confrontées à plusieurs difficultés, notamment l'étendue des zones frontalières, la mobilité des groupes armés et leur expérience limitée en matière de guerre asymétrique<sup>46</sup>. Dans ce contexte, les FAB bénéficient d'un soutien croissant de partenaires étrangers, en particulier de la France. Une enquête publiée par Le Monde en avril 2026 révèle que la France fournit officiellement un appui en matière de formation, de conseil opérationnel et de renseignement aux forces béninoises engagées contre les groupes djihadistes dans le nord du pays. Toutefois, plusieurs sources militaires françaises citées par le média affirment également que des éléments des forces spéciales françaises participeraient discrètement à certaines opérations de combat aux côtés de l'armée béninoise depuis la mi-2025, dans le cadre de *surges* (« opérations de renfort ») ponctuelles menées dans les zones frontalières<sup>47</sup>.

<sup>44</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Acteur impliqués dans des incidents visant des civils du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, [url](#)

<sup>45</sup> KAS, 05/07/2024, [url](#)

<sup>46</sup> KAS, 05/07/2024, [url](#) ; Gouvernement de la République du Bénin, 01/03/2026, [url](#)

<sup>47</sup> Le Monde, 10/04/2026, [url](#)

### 3.2. Le Groupe de soutien à l’islam et aux musulmans (JNIM)

Le Groupe de soutien à l’islam et aux musulmans (Jama’at Nusrat al-Islam wal-Muslimin – JNIM) est une organisation djihadiste affiliée à Al-Qaïda. Elle est aujourd’hui considérée comme l’un des principaux acteurs djihadistes au Sahel. Dirigé par Iyad Ag Ghaly et structuré autour d’un conseil de la *shura*, le groupe repose sur une organisation décentralisée composée de *katibas* (unités combattantes) et de *markaz* (des centres de commandement), qui assurent le commandement et la coordination au niveau local<sup>48</sup>.

Initialement implanté au Mali, au Burkina Faso et au Niger, le JNIM a progressivement étendu ses activités vers les pays côtiers d’Afrique de l’Ouest, notamment le Bénin et le Togo. Cette expansion a pour objectif d’ouvrir de nouveaux espaces de repli et de circulation face à la pression militaire dans le Sahel central. Dans ce contexte, le complexe des parcs WAP représente un espace favorable à l’implantation de groupes armés en raison de son accessibilité limitée et de la faible présence de l’Etat<sup>49</sup>. Ces espaces demeurent toutefois considérés par le JNIM comme secondaires par rapport aux principaux foyers d’activité du groupe au Sahel central<sup>50</sup>.

Le JNIM a revendiqué des attaques menées sur le territoire béninois à partir de septembre 2023, mais plusieurs incidents lui ont été attribués auparavant<sup>51</sup>.

Le groupe mène la plupart de ses opérations depuis des bases situées au Burkina Faso et au Niger. Il s’appuie notamment sur deux *katibas* actives dans les zones frontalières : celle dirigée par Idrissa Dicko, alias Sékou Mouslimou, implantée dans l’est du Burkina Faso, et la *katiba* d’Abu Hanifa, active dans la région de Torodi au Niger<sup>52</sup>.

La *Katiba Hanifa* est implantée dans le sud-est du Burkina Faso depuis la fin des années 2010 et dispose de relais dans la région de Torodi au Niger. Ses combattants utilisent les zones forestières et les refuges du complexe W-Arly-Pendjari pour infiltrer le nord du Bénin et du Togo. Le groupe est impliqué dans plusieurs attaques menées dans le nord de l’Alibori ainsi que le long de la frontière bénino-nigérienne. Il cherche également à entraver et à exploiter certains axes de circulation et de commerce reliant les ports de Cotonou et de Lomé aux pays sahéliens. Certains spécialistes estiment que cette *katiba* entretient des liens avec la *Katiba Serma*<sup>53</sup> et qu’elle comprend un noyau important de Peuls Tolebe, un sous-groupe peul principalement présent au Niger<sup>54</sup>.

La *katiba* dirigée par Sékou Mouslimou est implantée dans les régions de l’est et du centre-est du Burkina Faso, notamment dans les provinces de la Kompienga et du Koulpélégou, avec des extensions vers les zones frontalières du Bénin, du Ghana et du Togo. Elle est généralement présentée comme étant issue du mouvement Ansarul Islam et a renforcé son influence dans cette région à partir de 2021. Certaines sources affirment qu’elle comprendrait d’anciens éléments de l’Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS), lequel aurait été affaibli au cours de cette période par les opérations militaires et les rivalités inter-djihadistes<sup>55</sup>. Le groupe est particulièrement actif dans l’ouest de l’Atacora ainsi que dans certaines zones de la plaine de la Bariba. Il présente une composition relativement diversifiée sur le plan ethnique, bien qu’il comprenne de nombreux combattants peuls. En outre, cette *katiba*

<sup>48</sup> ICG, 02/2026, [url](#) ; Clingendael, 12/2025, [url](#)

<sup>49</sup> CESA, 03/2026, [url](#) ; ICG, 02/2026, [url](#) ; Clingendael, 12/2025, [url](#) ; ADF, 04/2025, [url](#)

<sup>50</sup> ICG, 02/2026, [url](#) ; Clingendael, 12/2025, [url](#) ; CESA, 03/2026,

<sup>51</sup> CESA, 03/2026, [url](#) ; ICG, 02/2026, [url](#) ; Clingendael, 12/2025, [url](#)

<sup>52</sup> CESA, 03/2026, [url](#) ; ICG, 02/2026, [url](#)

<sup>53</sup> La *Katiba Serma* est une unité combattante affiliée au JNIM, active principalement dans le centre et le sud-est du Mali : RFI, 09/01/2019, [url](#)

<sup>54</sup> CESA, 22/04/2025, [url](#) ; KAS (Khalifaoui M.), 08/04/2025, [url](#)

<sup>55</sup> CESA, 03/2026, [url](#) ; ICG, 02/2026, [url](#) ; Clingendael, 12/2025, [url](#) ; KAS (Khalifaoui M.), 08/04/2025, [url](#)

recourt à des discours à la fois religieux, communautaires et socio-économiques afin de recruter et favoriser son implantation locale<sup>56</sup>.

### 3.3. Mahmuda (ou Darussalam)

Plusieurs sources signalent depuis 2025 l'activité d'un groupe armé nigérian désigné sous le nom de Mahmuda (ou Darussalam)<sup>57</sup> dans le nord du pays. Selon l'Institut néerlandais des relations internationales Clingendael, son origine exacte, sa structure organisationnelle et ses affiliations demeurent toutefois incertaines. Le groupe serait lié à des réseaux armés nigériens issus ou proches du mouvement Darussalam, actif dans le nord-ouest du Nigeria, tandis que d'autres évoquent des relations opportunistes avec des réseaux djihadistes régionaux, sans qu'un lien formel avec le JNIM ou Boko Haram ne soit clairement établi<sup>58</sup>.

Implanté dans le nord-est du pays à partir de mai-juin 2025, il serait présent dans le département du Borgou. L'institut Clingendael mentionne notamment des bases ou zones de présence autour de Tasso (commune de Nikki) ainsi que dans les secteurs de Basso, Kalalé, et Babana (Nigeria) situés à proximité d'axes de circulation et de centres urbains secondaires. Plusieurs incidents survenus en 2024 et 2025 ont d'ailleurs été attribués à Mahmuda plutôt qu'aux seuls réseaux liés au JNIM<sup>59</sup>.

Sur le plan opérationnel, le groupe Mahmuda semble privilégier des activités criminelles à visée lucrative, telles que les enlèvements contre rançon, les trafics et diverses formes d'extorsion. L'institut Clingendael précise que le groupe chercherait à développer des formes de gouvernance locale dans certaines zones sous influence, notamment par l'arbitrage de conflits communautaires, la redistribution de ressources issues d'activités illicites et l'encadrement de certaines activités économiques informelles. Le groupe exercerait ainsi une influence sur des secteurs tels que la pêche, l'exploitation du bois, l'agriculture, l'extraction minière artisanale et certains circuits commerciaux locaux<sup>60</sup>.

En outre, le groupe mènerait une stratégie active de recrutement au sein des communautés locales, ciblant particulièrement les jeunes issus des zones rurales frontalières. Certaines sources évoquent la présence de mineurs parmi les recrues<sup>61</sup>.

Selon l'institut Clingendael, le JNIM et Mahmuda seraient entrés en contact au cours des dernières années afin d'explorer d'éventuelles formes de coopération ou de coordination. Cette même source précise que des incertitudes demeurent toutefois quant à la nature exacte, au niveau de structuration et à la portée de ces échanges<sup>62</sup>.

La carte ci-dessous localise les activités dans le Borgou de janvier à septembre 2025.

---

<sup>56</sup> KAS (Khalfaoui M.), 08/04/2025, [url](#)

<sup>57</sup> Le groupe serait plus adéquatement désigné sous le nom de Darussalam. Toutefois, l'institut Clingendael conserve l'appellation Mahmuda, largement diffusée par les médias, afin d'éviter toute confusion, tout en soulignant le caractère potentiellement erroné de cette dénomination : Clingendael, 11/2025, [url](#)

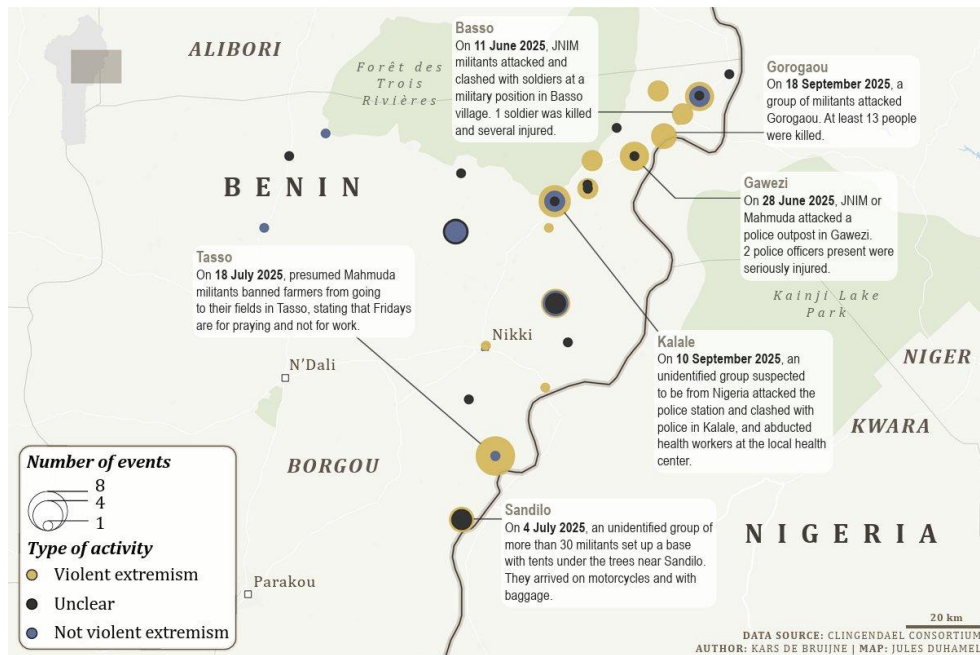
<sup>58</sup> Clingendael, 11/2025, [url](#) ; Jeune Afrique, 16/11/2025, [url](#) ; Revue Conflit (Vidjingninou F.), 19/12/2015, [url](#)

<sup>59</sup> Clingendael, 11/2025, [url](#)

<sup>60</sup> Clingendael, 11/2025, [url](#)

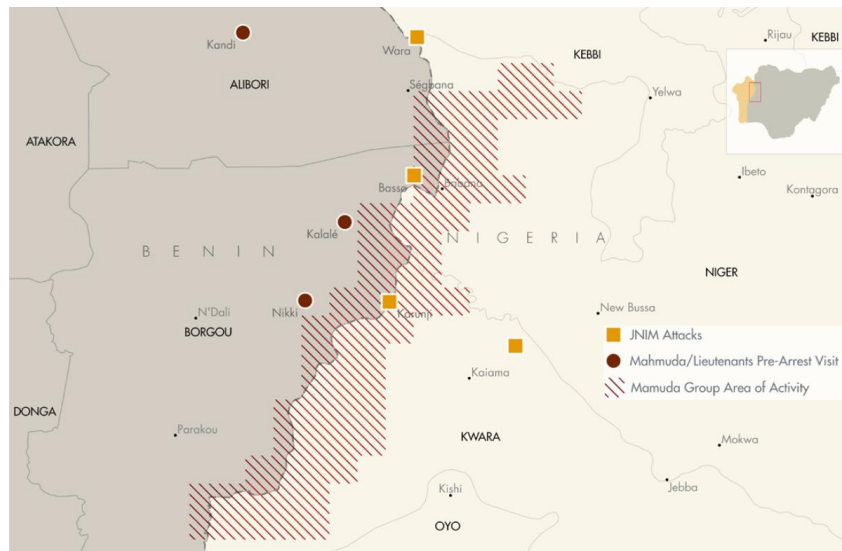
<sup>61</sup> ACLED, 02/2026, [url](#)

<sup>62</sup> Clingendael, 12/2025, [url](#)



Carte 2 : Activités dans le Borgou de janvier à septembre 2025<sup>63</sup>

Cette autre carte, conçue par le Combating Terrorism Center (CTC), localise les zones du Bénin où des combattants de Mahmuda auraient séjourné avant août 2025, ainsi que les lieux des attaques les plus au Sud menées par le JNIM au Bénin et au Nigeria au 30 novembre 2025.



Carte 3 : Activités djihadistes à la frontière bénino-nigériane de 2022 à 2025<sup>64</sup>

<sup>63</sup> Clingendael, 12/2025, [url](#)

<sup>64</sup> CTC (Barnett J., Musa U.), 01/2026, [url](#)

### 3.4. Lakurawa

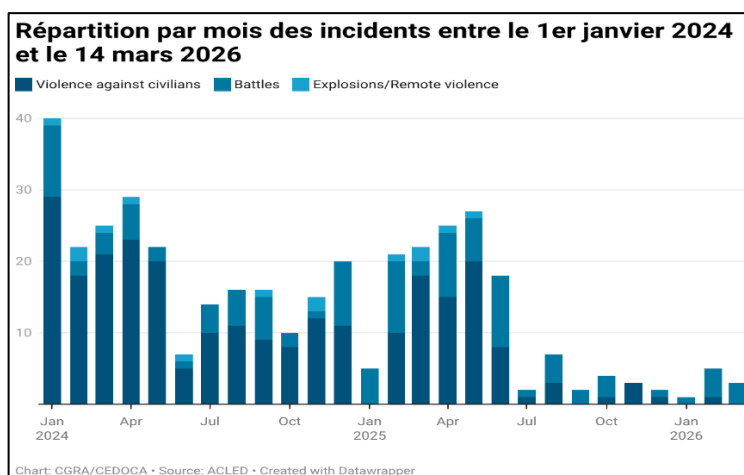
Lakurawa est un groupe armé djihadiste actif dans le nord-ouest du Nigeria, principalement près des frontières avec le Niger et le Bénin. D’abord constitué comme une force d’autodéfense contre les bandits et les voleurs de bétail, il a évolué vers une organisation extrémiste mêlant radicalisme religieux, activités criminelles et contrôle territorial local.<sup>65</sup>

Selon l’Institute for Security Studies (ISS), Lakurawa serait issu d’un mélange entre anciens combattants sahéliens liés à des mouvances djihadistes maliennes et des réseaux locaux d’autodéfense actifs dans les zones pastorales frontalières. Le groupe profite des frontières poreuses entre le Nigeria, le Niger et le Bénin et de la faible présence de l’Etat pour s’implanter dans les zones rurales. Il finance ses activités par les enlèvements, le racket, le trafic et le vol de bétail, tout en imposant parfois des *zakat* et des règles inspirées de la charia<sup>66</sup>.

## 4. Typologie de la violence

### 4.1. Nombre d’incidents

D’après les données fournies par l’ACLED, 398 incidents sécuritaires ont été recensés dans le pays entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 14 mars 2026, dont 387 sont concentrés dans le nord du pays (60 % dans l’Alibori, 29 % dans l’Atacora, 7 % dans le Borgou et 2 % dans le Zou). Cette même source met en évidence une aggravation progressive de la situation à partir de la fin de l’année 2024, avec un niveau particulièrement élevé de violences entre janvier et mai 2025. Les incidents enregistrés dans ces départements concernent principalement les violences dirigées contre les civils (263), les affrontements armés (110) tandis que les attaques par engins explosifs improvisés (14) restent plus limitées<sup>67</sup>.



Graphique 3 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l’ACLED, 01/01/2024 – 14/03/2026<sup>68</sup>

<sup>65</sup> ISS Africa, 02/2026, [url](#) ; GI-TOC, 12/2025, [url](#)

<sup>66</sup> ISS Africa, 02/2026, [url](#)

<sup>67</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l’outil d’exportation : 14/04/2026, [url](#)

<sup>68</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l’outil d’exportation : 14/04/2026, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Répartition par mois des incidents du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l’ACLED], 15/04/2026, [url](#)

L'année 2025 apparaît comme la plus meurtrière à ce jour, avec une augmentation estimée à près de 70 % du nombre de décès par rapport aux onze premiers mois de l'année 2024<sup>69</sup>.

Selon les données de l'ACLED, 686 personnes ont été tuées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 14 mars 2026 dont 674 dans le Nord. Le nombre d'incidents a diminué en 2025 alors que le nombre de victimes a augmenté. Les attaques deviennent ainsi moins fréquentes, mais plus meurtrières et mieux coordonnées<sup>70</sup>.

Au cours de l'année 2025, les attaques attribuées au JNIM contre les forces de sécurité béninoises se sont intensifiées dans le nord du pays, en particulier dans le département de l'Alibori<sup>71</sup>.

Dans la nuit du 8 janvier 2025, des combattants du JNIM ont attaqué une position militaire béninoise à Point Triple. Cette attaque a tué une trentaine de soldats de l'opération Mirador. En réponse, l'armée béninoise a mené des opérations terrestres et aériennes qui ont tué environ 40 assaillants. Le groupe a revendiqué l'attaque et affirmé avoir saisi des armes et des équipements militaires<sup>72</sup>.

Le 15 février 2025, une nouvelle attaque du JNIM a visé une position militaire près de Garouji, à la frontière avec le Niger, dans la commune de Karimama (Alibori). Des renforts de l'opération Mirador ont été déployés et les affrontements ont entraîné la mort de 6 à 8 soldats béninois ainsi que de 17 assaillants. Le JNIM a également affirmé avoir récupéré des armes et du matériel militaire<sup>73</sup>.

Le même jour, l'armée béninoise a conduit une offensive le long de la rivière Mékrou, au cours de laquelle une dizaine de personnes présentées comme des combattants présumés du JNIM ont été tuées. Toutefois, certaines sources indiquent qu'il pourrait s'agir de ressortissants burkinabè impliqués dans un trafic de carburant de contrebande<sup>74</sup>.

Le 17 avril 2025, le JNIM a mené des attaques simultanées contre deux positions militaires béninoises, notamment au Point Triple et aux Chutes de Koudou, dans la commune de Karimama. Le gouvernement a fait état de 54 soldats tués et d'au moins 13 blessés, tandis que l'armée affirme avoir tué 33 militants lors de la contre-attaque<sup>75</sup>.

Le 4 juin 2025, le JNIM a attaqué le commissariat de Tanongou, dans la commune de Tanguiéta (Atacora). L'intervention d'un hélicoptère de l'armée a contraint les assaillants à se replier vers le parc de la Pendjari. L'attaque a fait cinq morts parmi les forces béninoises ainsi que plusieurs blessés. Le JNIM a par ailleurs affirmé avoir saisi plusieurs armes et équipements militaires, dont des mortiers, des lance-roquettes RPG, des fusils Kalachnikov et des motos<sup>76</sup>.

Au dernier trimestre 2025, les forces armées ont déclaré avoir tué 45 combattants djihadistes lors d'opérations menées dans le nord du pays<sup>77</sup>.

Début mars 2026, les violences se sont poursuivies dans les zones frontalières avec le Niger. Le 4 mars, une attaque attribuée au JNIM contre une position militaire à Kofouno aurait entraîné la mort

---

<sup>69</sup> CESA, 03/2026, [url](#)

<sup>70</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#) ; Clingendael, 12/2025, [url](#)

<sup>71</sup> ICG, 30/04/2026, [url](#)

<sup>72</sup> TV5 Monde, 07/01/2026, [url](#) ; RFI, 10/01/2025, [url](#) ; ICG, 30/04/2026, [url](#)

<sup>73</sup> ICG, 30/04/2026, [url](#)

<sup>74</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#)

<sup>75</sup> IRSEM (Quidelleur T.), 11/2025, [url](#) ; ENACT Africa (Berger F., Tagziria L., Mossi A.), 03/2024, [url](#) ; RFI, 24/04/2025, [url](#)

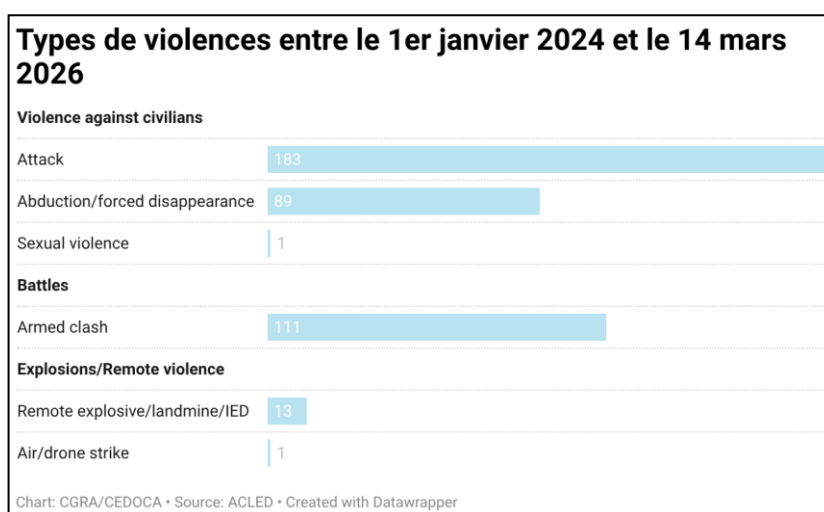
<sup>76</sup> RFI, 23/06/2025, [url](#)

<sup>77</sup> TV5 Monde, 07/01/2026, [url](#)

de 15 soldats béninois. Le 7 mars, l'armée a affirmé avoir neutralisé 17 combattants djihadistes lors des opérations de riposte<sup>78</sup>.

## 4.2. Nature des incidents

Selon les données fournies par l'ACLED, les violences dirigées contre les civils et des affrontements armés sont les principaux types de violences enregistrées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 14 mars 2026. Les attaques contre les civils constituent la forme de violence la plus fréquente, avec 183 incidents recensés. Les enlèvements et disparitions forcées représentent également une part importante des violences enregistrées, avec 89 incidents. A l'inverse, les violences sexuelles apparaissent très limitées, bien que ce type de violence soit généralement sous-documenté dans les contextes de conflit<sup>79</sup>.



Graphique 4 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2024 – 14/03/2026<sup>80</sup>

### 4.2.1. Violences contre les civils

En 2024, l'ACLED a recensé 106 incidents de violences contre les civils dans le nord du pays, contre 99 en 2025 et 3 entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 mars 2026<sup>81</sup>.

Ces attaques visent principalement des agriculteurs, des éleveurs, des commerçants, des pêcheurs, des conducteurs de taxi-moto, des chefs coutumiers et des fonctionnaires. Elles se traduisent par des exécutions ciblées, des enlèvements, des menaces, des vols de bétail ou encore des injonctions à quitter certaines zones. Les civils sont fréquemment accusés de collaboration soit avec les forces de sécurité, soit avec les groupes armés<sup>82</sup>.

Dans certaines zones frontalières, notamment autour des parcs W et de la Pendjari, les groupes armés font pression sur les communautés rurales afin d'obtenir des renseignements, du ravitaillement ou

<sup>78</sup> TV5 Monde, 07/03/2026, [url](#) ; BBC, 06/03/2026, [url](#)

<sup>79</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#)

<sup>80</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Types de violences du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, [url](#)

<sup>81</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#)

<sup>82</sup> ICG, 30/04/2026, [url](#)

d'imposer des règles sociales et religieuses. Les violences servent autant à intimider les populations qu'à renforcer l'influence des groupes armés dans les zones frontalières. Elles permettent également aux groupes armés de maintenir une forme de pression sur les populations locales sans recourir systématiquement à des massacres de grande ampleur<sup>83</sup>.

Par exemple, le 3 octobre 2024, des militants présumés du JNIM ont attaqué le village de Gorou Kambou, dans la commune de Karimama, tuant huit personnes après que des villageois ont tenté d'aider l'armée en arrêtant un membre du groupe armé<sup>84</sup>. Le 6 février 2025, deux hommes ont été égorgés à Tanongou, dans le département de l'Atacora, après avoir critiqué des personnes restées écouter le prêche de militants présumés du JNIM, selon l'ACLED<sup>85</sup>.

Les civils sont également exposés aux violences commises par les forces de sécurité dans le cadre des opérations de contre-insurrection. Selon l'ACLED, le 22 juillet 2024, des éléments de la Garde nationale ont tiré sur un groupe d'agriculteurs dans le village de Gorou Béri, dans la commune de Karimama, après les avoir confondus avec des hommes armés. Deux civils ont été tués et deux autres grièvement blessés selon cette même source. Le 14 janvier 2025, l'armée béninoise a tué au moins onze personnes près de la rivière Mékrou dans la commune de Banikoara, lors d'une opération visant des individus soupçonnés d'approvisionner les groupes armés en carburant<sup>86</sup>.

#### 4.2.2. Enlèvements

Selon les données fournies par l'ACLED, les 89 enlèvements enregistrés sur la période sont principalement concentrés dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora, en particulier dans les communes de Karimama, Banikoara, Malanville, Matéri, Kérou et Kouandé. Les victimes sont majoritairement des agriculteurs, des éleveurs, des commerçants, des pêcheurs ou des chefs communautaires, souvent ciblés dans leurs champs, sur les routes ou directement à leur domicile. La majorité des enlèvements sont attribués au JNIM ou à des groupes armés non identifiés opérant dans les mêmes zones. Les communautés peules apparaissent particulièrement exposées, dans la mesure où de nombreux éleveurs et pastoralistes sont recensés parmi les victimes<sup>87</sup>.

A titre d'exemple, l'ACLED rapporte que le 18 janvier 2024, des membres présumés du JNIM ont enlevé une famille entière dans le village de Coupiani dans la commune de Matéri (Atacora), avant de la conduire dans la brousse. Le 21 février 2025, deux jeunes éleveurs ont été enlevés à Tanongou (Atacora) puis enrôlés de force par des militants présumés du JNIM. Enfin, le 17 avril 2025, un groupe armé identifié comme le JNIM et/ou la milice Mahmuda a intercepté un convoi de commerçants près de la frontière nigériane, dans la commune de Kalalé. Dix chauffeurs ont été enlevés et plus de huit camions de marchandises incendiés<sup>88</sup>.

Selon l'Institut Clingendael, les enlèvements répondent à des logiques distinctes selon les groupes impliqués. Dans les départements de l'Alibori et de l'Atacora, les enlèvements attribués au JNIM répondent principalement à des objectifs de renseignement, d'intimidation et de contrôle social. Le groupe utilise ces pratiques afin d'obtenir des informations sur les FAB, d'exercer une pression sur les autorités locales ou de renforcer son implantation au sein des communautés frontalières. Les victimes

---

<sup>83</sup> ICG, 02/2026, [url](#)

<sup>84</sup> Banouto, 04/10/2024, [url](#)

<sup>85</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#)

<sup>86</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#)

<sup>87</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#)

<sup>88</sup> ICG, 30/04/2026, [url](#) ; ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#)

sont souvent relâchées après interrogatoire, parfois après quelques heures ou quelques jours. Entre 2023 et juillet 2025, un seul cas de rançon versée aurait été enregistré dans le nord du pays<sup>89</sup>.

Des analystes de l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest de la Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC) estiment que les enlèvements pratiqués par les groupes djihadistes remplissent plusieurs fonctions stratégiques, notamment la collecte de renseignements, l'intimidation des populations, la sanction de personnes accusées de collaborer avec l'Etat, le recrutement forcé ainsi que la consolidation de leur emprise territoriale. Les enlèvements apparaissent ainsi comme un indicateur de l'implantation progressive des groupes armés dans certaines localités frontalières<sup>90</sup>.

À l'inverse, le groupe Mahmuda, semble davantage recourir aux enlèvements contre rançon, notamment dans les zones frontalières du Borgou et de l'Etat du Niger. Près de 20 % des activités du groupe concernent des enlèvements, contre environ 5 % pour le JNIM. Comparé aux standards observés au Niger, Mahmuda imposerait des rançons relativement modérées et exigerait également des biens matériels, notamment des motos, en échange de la libération des otages. Le groupe présente toutefois ces pratiques comme des « sanctions » ou des formes de justice dirigées contre des individus accusés de trahison ou d'insubordination. Cette stratégie lui permet de générer des revenus tout en cherchant à maintenir une certaine légitimité auprès des populations locales<sup>91</sup>.

#### 4.2.3. Affrontements armés

Les affrontements armés, au nombre de 111 durant la période étudiée, constituent la deuxième principale forme de violence enregistrée dans le nord du pays selon l'ACLED. Ils opposent principalement les FAB, la Garde nationale, la police ou les rangers d'African Parks<sup>92</sup> à des militants présumés du JNIM, parfois à des acteurs liés à la milice Mahmuda ou des groupes armés non identifiés. Ces affrontements sont surtout concentrés dans les départements de l'Alibori et l'Atacora, en particulier autour de Karimama, Banikoara, Malanville, Matéri, Tanguiéta et Kérou. Les zones du parc W, de la Pendjari, du fleuve Mékrou et du Point Triple sont des foyers d'affrontements récurrents. Les attaques visent principalement des positions militaires, des postes de police et de douane<sup>93</sup>.

Les groupes armés semblent capables de mener des embuscades coordonnées, d'attaquer simultanément plusieurs positions et de saisir des armes. En retour, les FAB multiplient les opérations offensives, souvent appuyées par des moyens aériens, notamment dans les parcs W et Pendjari ainsi que le long de la rivière Mékrou<sup>94</sup>.

Par exemple, le 24 juillet 2024, des militants du JNIM ont attaqué les forces béninoises et des rangers d'African Parks dans le parc W, à Karimama. L'attaque a visé notamment un pylône de communication gardé par des soldats et des rangers. Selon les données de l'ACLED, cinq rangers et sept soldats ont été tués, et les assaillants ont saisi des armes<sup>95</sup>.

Le 8 janvier 2025, au moins 200 militants du JNIM ont attaqué une position militaire au Point Triple, dans la commune de Karimama. L'attaque a détruit l'une des positions les mieux équipées de l'armée dans la zone et tué une trentaine de soldats de l'opération Mirador. À la suite de l'attaque, l'armée a

<sup>89</sup> CESA, 03/2026, [url](#) ; Clingendael, 12/2025, [url](#)

<sup>90</sup> CESA, 03/2026, [url](#) ; Clingendael, 12/2025, [url](#)

<sup>91</sup> CESA, 03/2026, [url](#) ; Clingendael, 12/2025, [url](#)

<sup>92</sup> Les rangers d'African Parks sont des agents paramilitaires de protection de la faune et des aires protégées employés ou supervisés par l'ONG sud-africaine African Parks : African Parks, 27/07/2024, [url](#)

<sup>93</sup> ICG, 02/2026, [url](#)

<sup>94</sup> Clingendael, 12/2025, [url](#)

<sup>95</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#)

mené des opérations aériennes et terrestres au cours desquelles elle affirme avoir tué environ 40 combattants<sup>96</sup>.

Le 7 mars 2026, des militants du JNIM ont attaqué une position militaire dans le parc de la Pendjari, au niveau de l'ancien Pendjari Lodge, dans l'Atacora. L'armée a repoussé l'attaque et annoncé la mort de 17 militants. Le JNIM a de son côté affirmé avoir tué cinq soldats et saisi du matériel, dont un véhicule blindé M113, des lance-roquettes RPG, des mortiers, des armes légères, des grenades et un drone<sup>97</sup>.

## 5. Cibles de la violence

### 5.1. Données

Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026, l'ACLED a recensé 699 morts au Bénin dans des incidents du type *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*<sup>98</sup>. Le graphique suivant décrit le type de violences qui ont causé ces décès :

#### Nombre de morts par type d'incident du 1er janvier 2024 au 14 mars 2026

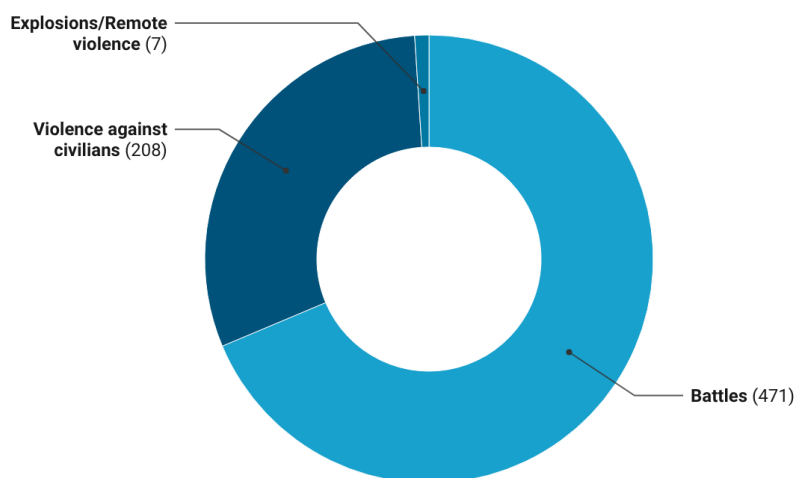


Chart: CGRA/CEDOCA • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Graphique 5 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2024 – 14/03/2026<sup>99</sup>

Sous l'appellation *civilian targeting*, l'ACLED recense les actes de violence dans le cadre desquels des civils constituent « the main or only target ». Outre tous les incidents de la catégorie *violence against civilians*, le groupe *civilian targeting* recouvre les actes de violence enregistrés en tant

<sup>96</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#)

<sup>97</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#)

<sup>98</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#)

<sup>99</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Nombre de morts par type d'incidents du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, [url](#)

qu'*explosions/remote violence*. À cet égard, l'ACLED définit les civils comme étant, par définition, des victimes non armées des violences. En ce sens, l'ACLED inclut également le personnel des forces de sécurité dans cette catégorie lorsqu'il est la cible de violences alors qu'il est en civil et non armé<sup>100</sup>.

## 5.2. Analyse

Les pays côtiers, en particulier le Bénin et le Togo, demeurent jusqu'à présent des théâtres d'opération secondaires dans la stratégie du JNIM. Le groupe y renforce néanmoins progressivement sa présence dans le nord de ces pays, d'abord à travers des activités de prosélytisme discrètes, puis par des attaques ciblant les forces de sécurité ainsi que les populations civiles<sup>101</sup>.

Les groupes djihadistes au nord du Bénin adaptent l'usage de la violence en fonction du stade de leur pénétration territoriale. Dans une phase initiale, certains groupes comme la Katiba Hanifa du JNIM ont privilégié des attaques ciblées contre les forces de sécurité et les gardes forestiers, évitant les attaques à grande échelle contre les civils. Toutefois, à partir de juin 2022, face au manque de soutien des populations locales, ils ont intensifié la violence contre les civils, recourant à des assassinats ciblés de chefs communautaires et de collaborateurs présumés, ainsi qu'à des enlèvements visant des chefs communautaires, des fonctionnaires, des commerçants et des civils perçus comme proches des autorités. Ces actions visent à instaurer un climat de peur, à soumettre la population et à démontrer l'incapacité de l'État à la protéger<sup>102</sup>.

Dans les zones concernées, notamment autour du parc national de la Pendjari, les populations vivent dans un climat d'incertitude marqué par la présence diffuse de militants, des actes de violence exemplaires et une méfiance accrue entre habitants. Certains civils sont contraints de collaborer sous la menace, tandis que d'autres fuient. Les groupes imposent également des règles de conduite fondées sur leur interprétation de la charia, avec des sanctions en cas de non-respect, utilisant ces mécanismes pour contrôler les populations et structurer leur présence locale. Entre 2021 et 2024, plus de 120 militaires ont été tués dans le parc de la Pendjari, et des attaques majeures ont été signalées en 2025<sup>103</sup>.

En juin 2025, RFI constate que les groupes djihadistes dans le nord du pays ciblent les commissariats, et non plus les positions avancées de l'armée. Un enseignant à l'université de Parakou explique que ces commissariats sont moins dotés en personnel, moins équipés et moins aguerris en termes de formation<sup>104</sup>.

Dans le Borgou, le groupe Mahmuda justifie les enlèvements comme des actes de punition contre des individus accusés de trahison ou de défiance, tout en affirmant exiger des rançons « modérées »<sup>105</sup>. Par ailleurs, le 10 septembre 2025, environ 200 assaillants armés, apparemment venus du Nigéria, ont attaqué le village de Kalalé en ciblant le commissariat local et en tendant une embuscade aux soldats d'une base voisine. Selon des autorités ecclésiastiques, aucune victime n'a été signalée, mais six habitants ont été enlevés et restent portés disparus. Le 5 octobre 2025, une autre attaque contre un commissariat à Ségbana, près de la frontière nigérienne, a entraîné la mort de plusieurs agents béninois<sup>106</sup>.

---

<sup>100</sup> ACLED, 06/2023, pp. 22, 23, 29, [url](#)

<sup>101</sup> ICG, 20/02/2026, [url](#)

<sup>102</sup> CESA, 03/2026, [url](#) ; Libération (Malagardis M.), 30/04/2026, [url](#)

<sup>103</sup> ACLED, 27/03/2025, [url](#) ; The Conversation (Sow P.), 06/05/2025, [url](#) ; IRSEM (Quidelleur T.), 11/2025, [url](#)

<sup>104</sup> RFI, 23/06/2025, [url](#)

<sup>105</sup> Clingendael, 12/2025, [url](#)

<sup>106</sup> Nations unies - Conseil de sécurité, 28/11/2025, [url](#)

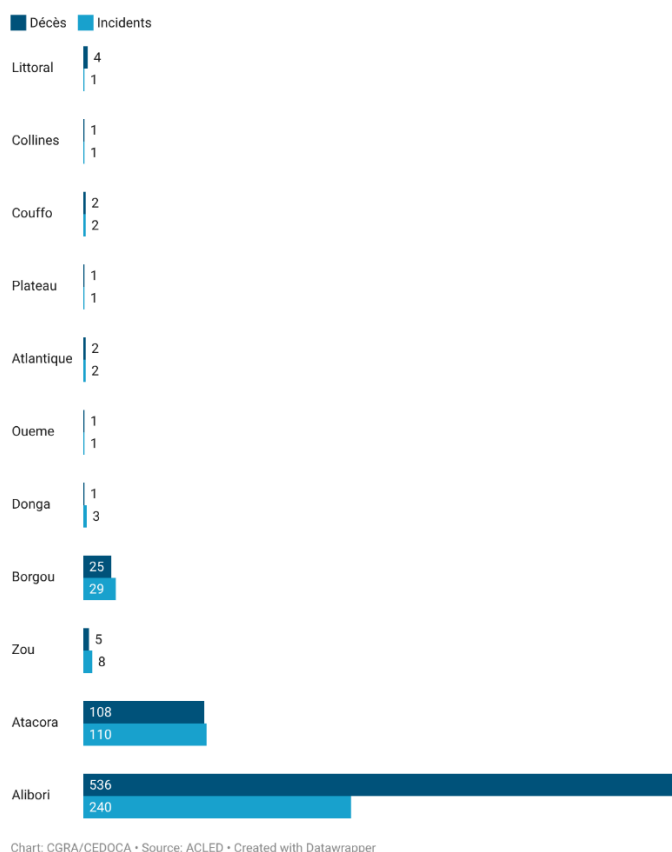
## 6. Répartition géographique

Alors que les violences étaient jusqu'en 2023 essentiellement concentrées dans les communes frontalières des départements de l'Alibori et de l'Atacora, les années 2024 et 2025 marquent une extension progressive de l'insécurité vers des zones plus méridionales, notamment dans le département du Borgou<sup>107</sup>.

Selon les données de l'ACLEED, du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026, le département de l'Alibori a été le plus touché par l'insécurité (536 victimes), suivi par l'Atacora (108 victimes) et le Borgou (25 victimes). Le département du Mono n'a pas été concerné par ces violences<sup>108</sup>.

Le graphique suivant comptabilise le nombre d'incidents et de victimes par département durant cette période :

### Répartition géographique des incidents sécuritaires et des décès qui en résultent entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 14 mars 2026



Graphique 6 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLEED, 01/01/2024 – 14/03/2026<sup>109</sup>

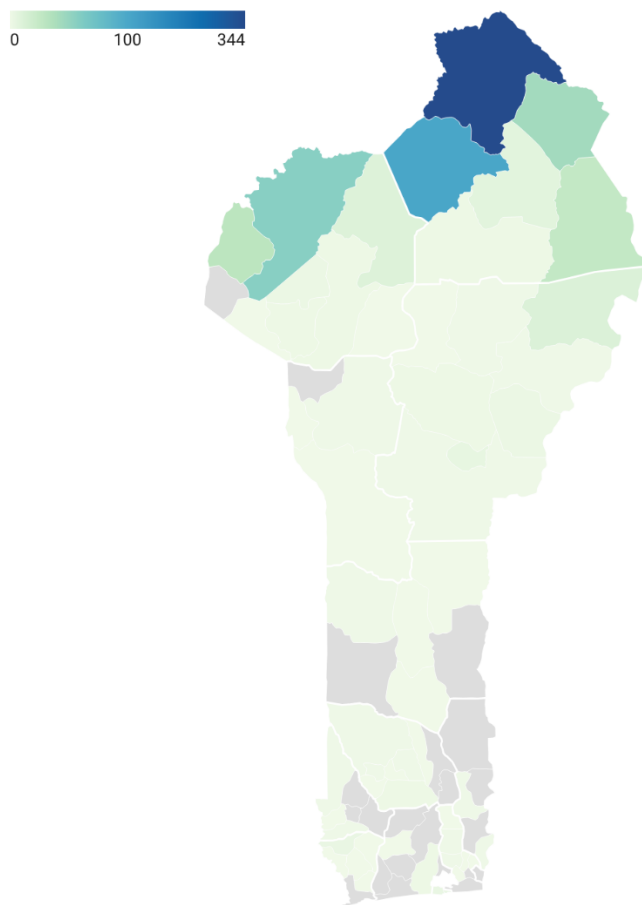
<sup>107</sup> ICG, 30/04/2026, [url](#)

<sup>108</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#)

<sup>109</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Répartition géographique des incidents sécuritaires et des décès qui en résultent du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLEED], 15/04/2026, [url](#)

La carte suivante ventile ces mêmes données pour la même période mais par communes. Les communes les plus touchées sont celles de Karimama (266 victimes), Materi (114 victimes) et Banikoara (78 victimes)<sup>110</sup>.

### Nombres de morts par communes du 1er janvier 2024 au 14 mars 2026



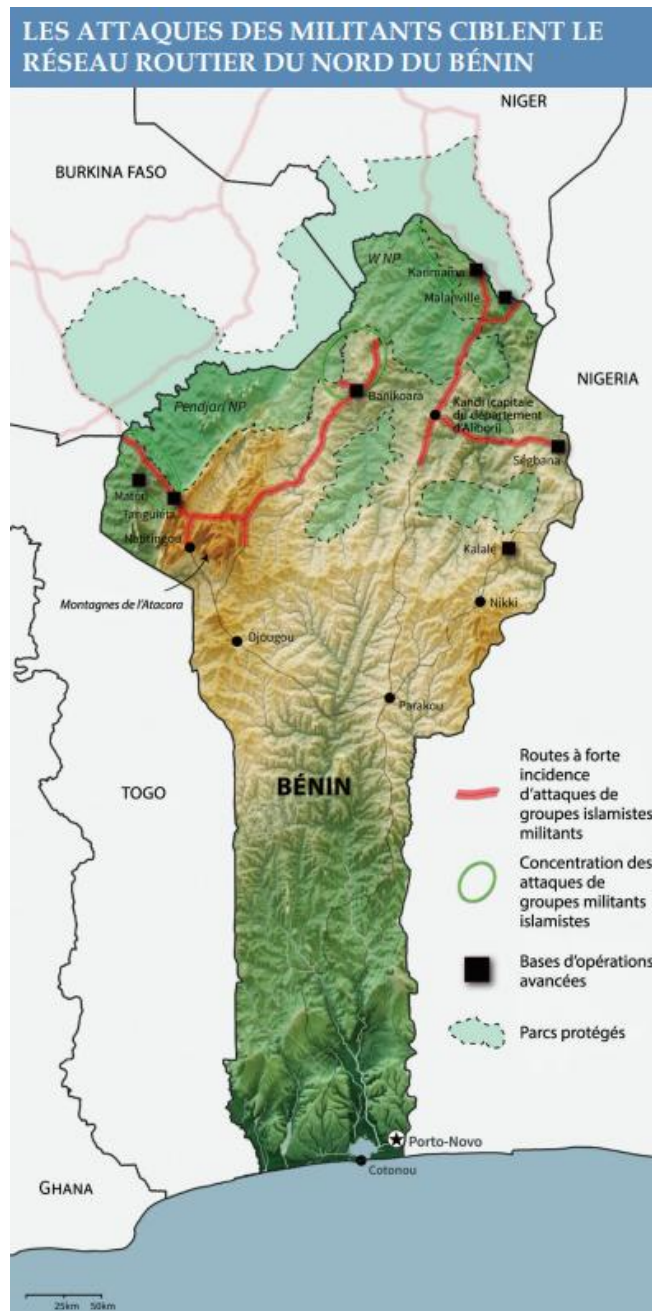
Map: CGRA/CEDOCA • Source: ACLED • Map data: © OCHA • Created with Datawrapper

Carte 4 : Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2024 – 14/03/2026<sup>111</sup>

Sur base des données agrégées provenant de l'ACLED, des Nations unies, de l'International Crisis Group (ICG) et d'autres sources, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) a, en janvier 2026, localisé les axes routiers et les zones de concentration d'attaques :

<sup>110</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/04/2026, [url](#)

<sup>111</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/03/2026, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Nombres de morts par communes du 1er janvier 2024 au 14 mars 2026* [carte réalisée via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 21/05/2026, [url](#)



Carte 5 : axes routiers et zones de concentration d'attaques<sup>112</sup>

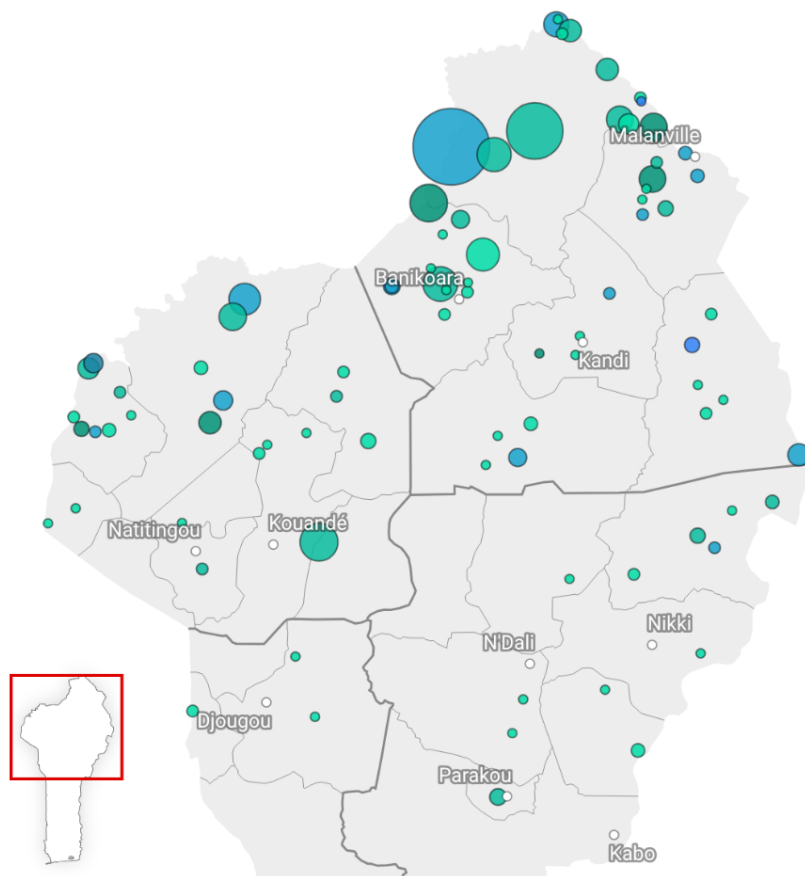
<sup>112</sup> CESA, 03/2026, [url](#)

La carte ci-dessous décrit les incidents dans les quatre départements du nord du Bénin<sup>113</sup>.

### Violences dans les quatre départements du Nord

■ Battles ■ Battles - Explosions/Remote violence ■ Explosions/Remote violence ■ Violence against civilians  
■ Violence against civilians - Battles ■ Violence against civilians - Battles - Explosions/Remote violence  
■ Violence against civilians - Explosions/Remote violence

Fatalities ○ 10 ○ 40 ○ 100



JNIM = Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin's (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, affilié à Al-Qaïda)  
Carte: Cedoca • Source: ACLED • Données cartographiques: © OCHA • Créé avec Datawrapper

Carte 6 : Violences dans les quatre départements du Nord<sup>114</sup>

<sup>113</sup> Ces violences sont décrites dans la carte interactive suivante disponible en ligne : ACLED via Datawrapper, *Violences dans les quatre départements du Nord* [carte réalisée via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 21/05/2026, [url](#)

<sup>114</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/03/2026, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Violences dans les quatre départements du Nord* [carte réalisée via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 21/05/2026, [url](#)

Dans les autres départements béninois que ceux considérés dans la carte ci-dessus, les incidents sont principalement de nature *Violence against civilians / attacks* (treize cas sur les seize). Les données de l'ACLED relèvent cinq décès (quatre à Cotonou, un à Abomey Calavi) lors de la tentative de coup d'Etat du 7 décembre 2025. Les autres descriptions d'incidents mortels mentionnent principalement des *unidentified armed group* ayant tué pour des « raisons inconnues »<sup>115</sup>.

## 7. Déplacements de population

Les besoins humanitaires dans le nord du Bénin se sont fortement accrus ces dernières années, notamment en raison de la dégradation du contexte sécuritaire dans les pays voisins, tels que le Burkina Faso, le Niger et le Nigeria<sup>116</sup>.

Depuis juin 2023, la *Matrice de suivi des déplacements (Displacement Tracking Matrix, DTM)* de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), un système de collecte, d'analyse et de diffusion de données sur les déplacements de populations, suit l'évolution de la situation dans plusieurs communes du nord du pays. En novembre 2025, ce système a enregistré 39.899 personnes déplacées internes (PDI) dans les douze communes du Nord, soit une hausse de 46 % par rapport à juillet 2025. En février 2024, près de 12.500 PDI avaient été recensées, ce qui représente une augmentation de 24 % par rapport à juin 2023<sup>117</sup>. Les communes de Coby, Karimama et Kérou figurent parmi les zones les plus affectées<sup>118</sup>.

Cette augmentation s'explique à la fois par une hausse des incidents sécuritaires et par l'extension de la couverture géographique de la DTM qui a pris en compte de nouvelles localités<sup>119</sup>. Ces déplacements restent majoritairement récents, dans la mesure où près de 80 % des PDI sont déplacées depuis moins de trois mois, tandis qu'environ 10 % le sont depuis plus d'un an. Le principal motif de ces déplacements est lié au contexte d'insécurité provoqué par les conflits<sup>120</sup>.

Toutefois, certaines zones enregistrent une baisse du nombre de PDI, notamment à Natitingou et Toucountouna, suite à une amélioration relative de la situation sécuritaire dans leurs zones d'origine<sup>121</sup>.

---

<sup>115</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/03/2026, [url](#)

<sup>116</sup> CESA, 03/2026, [url](#) ; RFI, 11/04/2026, [url](#) ; MSF, s.d., [url](#)

<sup>117</sup> DTM-OIM, 2025, [url](#)

<sup>118</sup> DTM-OIM, 2025, [url](#)

<sup>119</sup> DTM-OIM, 2025, [url](#)

<sup>120</sup> DTM-OIM, 2025, [url](#) ; ACAPS, 07/02/2025, [url](#)

<sup>121</sup> DTM-OIM, 2025, [url](#) ; ACAPS, 07/02/2025, [url](#)

Départements	Communes	Répartition des PDI par localité d'accueil		
		Total de localités	Total de ménages	Total de PDI
ATACORA	COBLY	18	94	423
	KEROU	20	593	2 672
	MATERI	75	2 596	13 607
	NATITINGOU	20	278	1 395
	PEHUNCO	9	94	361
	TANGUIETA	28	1 010	5 016
	TOUCOUNTOUNA	15	160	831
ALIBORI	BANIHOARA	24	501	2 428
	KANDI	6	138	690
	KARIMAMA	19	560	2 794
	MALANVILLE	36	778	3 722
BORGOU	KALALÉ	14	1 497	5 960

Tableau 1 : Nombre de personnes déplacées par commune<sup>122</sup>

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a recensé 39.899 PDI au 31 avril 2026 au nord du pays, soit plus de 11.000 PDI depuis mars 2026. Parallèlement, cette zone accueille 29.031 réfugiés et demandeurs d'asile dont la majorité provient du Burkina Faso, du Niger, du Togo ainsi que du Nigéria<sup>123</sup>.

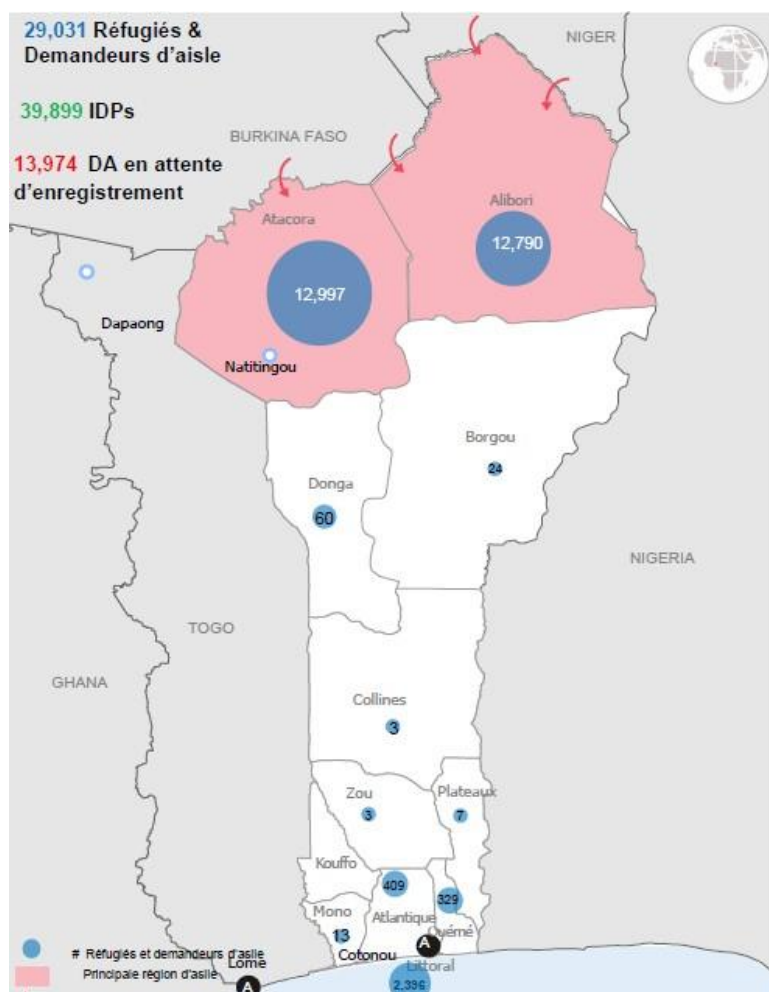


Graphique 7 : Tendence de la population déplacée de force (estimés et enregistrés du Nord) au 31 avril<sup>124</sup>

<sup>122</sup> DTM-OIM, 2025, [url](#)

<sup>123</sup> UNHCR, 26/05/2026, [url](#) ; UNHCR, 22/04/2026, [url](#) ; ACAPS, 07/02/2025, [url](#) ; UNHCR, 15/01/2026, [url](#)

<sup>124</sup> UNHCR, 26/05/2026, [url](#)



Carte 7 : Répartition géographique des réfugiés et demandeurs d'asile au Bénin (avril 2026)<sup>125</sup>

La situation dans les zones d'accueil est d'autant plus tendue que les réfugiés et les déplacés internes se concentrent dans les mêmes départements du Nord. Par exemple, la dégradation de la situation sécuritaire dans la région de Dosso au Niger a entraîné l'arrivée d'environ 2.400 personnes déplacées nigériennes (dont plus de 70 % d'enfants) dans le département de l'Alibori<sup>126</sup>. Sur les deux dernières années, environ 26.000 personnes fuyant l'insécurité au Burkina Faso ont également été accueillies dans le nord du pays<sup>127</sup>. En outre, depuis février 2026, environ 3.000 Nigériens ont fui les violences de groupes armés dans le nord-ouest du Nigeria pour se réfugier notamment à Ségbana (Alibori).

L'arrivée de ces personnes, souvent sans ressources, accentue la pression sur des communautés d'accueil déjà fragilisées. Alors que les besoins humanitaires augmentent, l'assistance reste limitée face à ces afflux. Comme les réfugiés, les PDI sans ressources sont privés de leurs moyens de

<sup>125</sup> UNHCR, 26/05/2026, [url](#)

<sup>126</sup> UNHCR, 26/05/2026, [url](#) ; ERCC, 03/07/2025, [url](#) ; ACAPS, 07/02/2025, [url](#) ; MSF, s.d., [url](#) ; OHCHR, 11/2024, [url](#)

<sup>127</sup> UNHCR, 26/05/2026, [url](#) ; ERCC, 03/07/2025, [url](#) ; ACAPS, 07/02/2025, [url](#) ; OHCHR, 11/2024, [url](#)

subsistance, notamment de leurs terres et de leur bétail. Leurs conditions d'accueil dépendent principalement de la solidarité des communautés locales <sup>128</sup>.

## 8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

La situation humanitaire dans le nord du Bénin est « alarmante » selon Amnesty International et Solidarités International<sup>129</sup>.

Le recours aux engins explosifs improvisés (EEI) qui sont dissimulés dans les champs et sur les voies empruntées par les populations civiles, entravent l'accès aux activités génératrices de revenus (champs, pâturages, marchés, etc.) ainsi qu'aux services sociaux de base<sup>130</sup>.

L'accès aux écoles a été fortement perturbé dans le nord du Bénin. À la mi-2024, quatre écoles situées à Matéri (Atacora) et à Karimama (Alibori) ont été fermées en raison de menaces et d'attaques, ce qui a affecté près de 315 élèves selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)<sup>131</sup>.

La situation alimentaire est particulièrement préoccupante dans les zones touchées par les conflits. Les conditions de vie des enfants et de leurs familles restent précaires, avec un risque accru de maladies d'origine hydrique et alimentaire, en raison d'un accès limité à l'eau pour une grande partie de la population<sup>132</sup>.

Dans le département de l'Atacora, 73 % des ménages présentent un score de consommation alimentaire pauvre ou limité, selon l'ONG Solidarités International. Plus des deux tiers des ménages sont contraints de se priver ou de réduire leur nombre de repas, l'accès aux terres agricoles et au bétail étant entravé<sup>133</sup>.

---

<sup>128</sup> ERCC , 03/07/2025, [url](#) ; ACAPS, 07/02/2025, [url](#) ; MSF, s.d., [url](#) ; UNHCR, 18/03/2026 , [url](#) ; OHCHR, 11/2024, [url](#)

<sup>129</sup> UNICEF, 04/11/2025, [url](#) ; Solidarités International, 27/02/2024, [url](#)

<sup>130</sup> Nations unies – Conseil des droits de l'homme, 02/05/2025, [url](#) ; ISS, 28/11/2024, [url](#) ; UNIDIR, 05/2024, [url](#)

<sup>131</sup> UNICEF, 2025, [url](#)

<sup>132</sup> UNICEF, 04/11/2025, [url](#) ; Solidarités International, 27/02/2024, [url](#)

<sup>133</sup> UNICEF, 04/11/2025, [url](#) ; Solidarités International, 27/02/2024, [url](#)

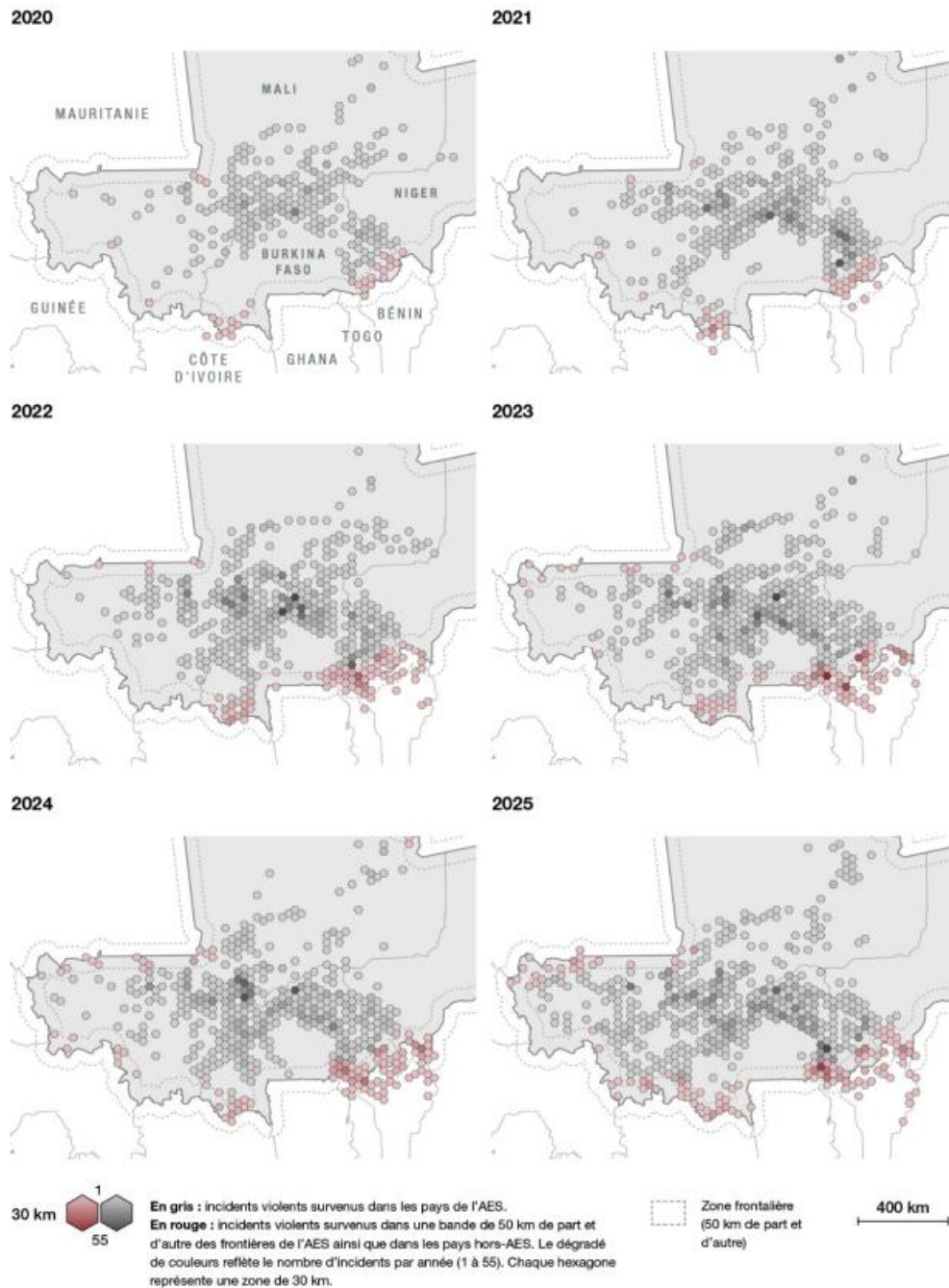
## Annexes

### Annexe 1 : carte générale du Bénin<sup>134</sup>



<sup>134</sup> OCHA, 25/06/2024, [url](#)

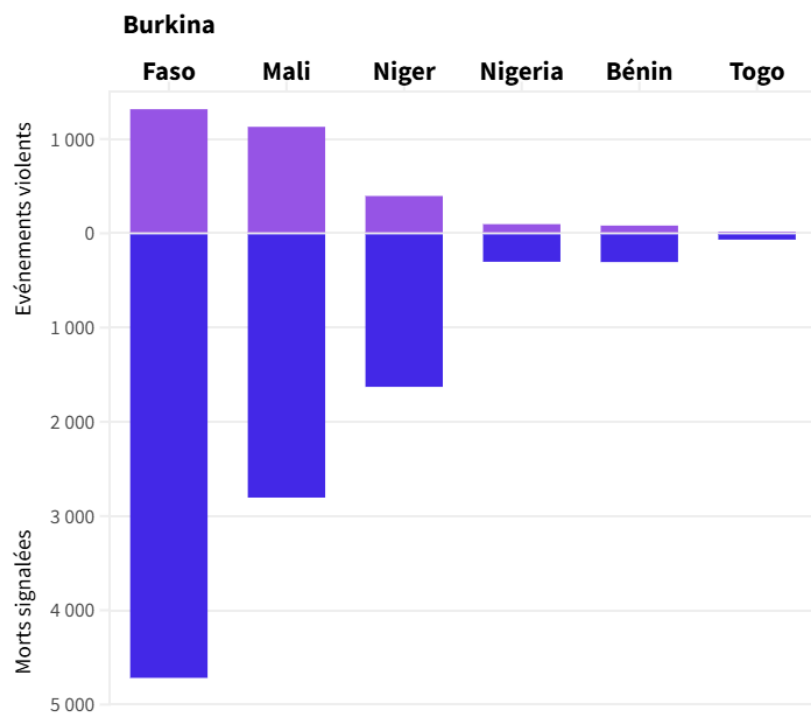
Annexe 2 : extension des incidents violents liés au JNIM en Afrique de l'Ouest de 2020 à 2025<sup>135</sup>



<sup>135</sup> ICG, 20/02/2026, [url](#)

Annexe 3 : Incidents et décès imputables aux groupes djihadistes au Sahel en 2025<sup>136</sup>

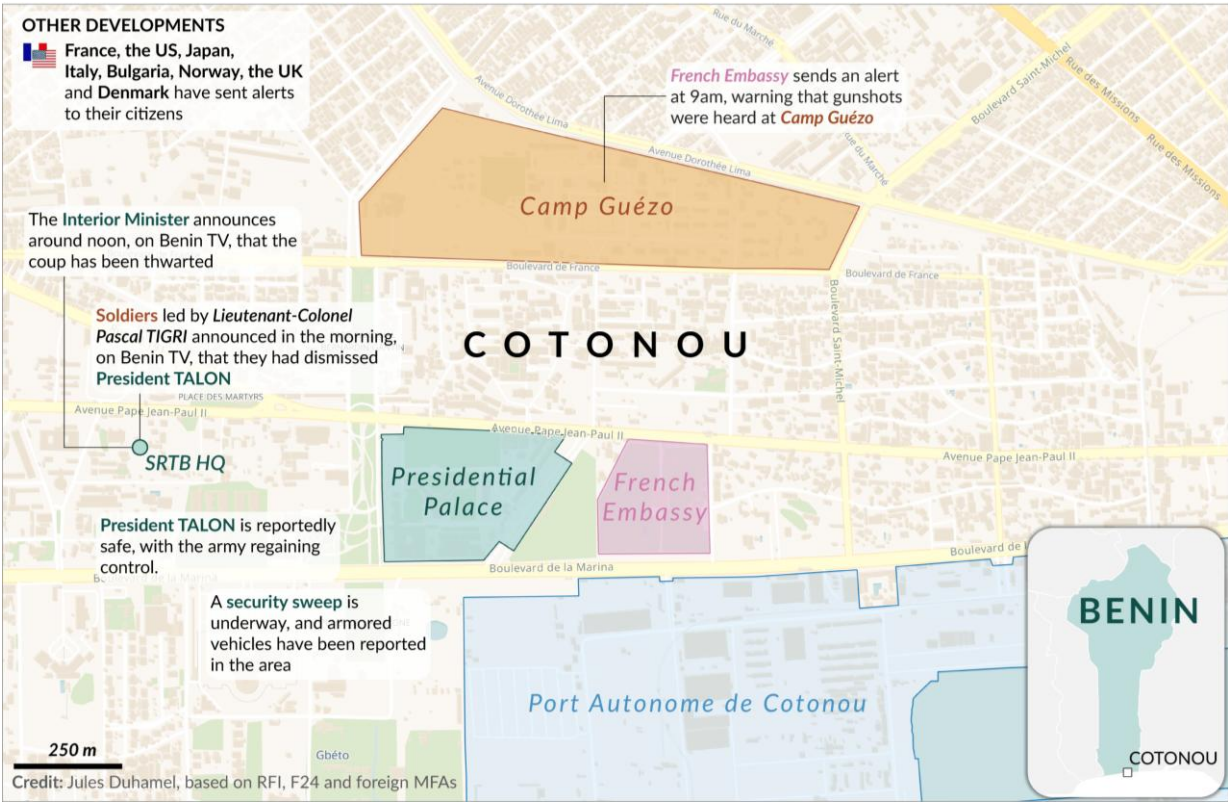
**ACTIVITÉS ET MORTS IMPUTABLES AUX ISLAMISTES MILITANTS  
AU SAHEL**



Source des données : ACLED (2025)

<sup>136</sup> CESA, 15/04/2026, [url](#)

Annexe 4 : tentative de coup d'Etat du 7 décembre 2025<sup>137</sup>



<sup>137</sup> Duhamel J., 07/12/2025, [url](#)

## Bibliographie

### Sources écrites et audiovisuelles

- African Defense Forum (ADF), *Le complexe des parcs WAP devient un foyer d'insécurité*, 01/04/2025, <https://adf-magazine.com/fr/2025/04/le-complexe-des-parcs-wap-devient-un-foyer-dinsecurite/> [consulté le 27/05/2026]
- African Parks, *Communiqué Incident au parc national du W au Bénin*, 27/07/2024, <https://www.africanparks.org/communiqu-e-incident-au-parc-national-du-w-au-benin> [consulté le 11/05/2026]
- Africanews, *Bénin : l'armée rétablit l'ordre après une tentative de coup d'Etat*, 08/12/2025, <https://fr.africanews.com/2025/12/07/coup-detat-au-benin-larmee-dit-demettre-de-ses-fonctions-le-president-talon/> [consulté le 11/05/2026]
- Al Jazeera (AJ), *Benin's foiled coup: How it unfolded and what we know*, 08/12/2025, <https://www.aljazeera.com/news/2025/12/8/benins-foiled-coup-how-it-unfolded-and-what-we-know> [consulté le 11/05/2026]
- Anadolu Agency (AA) (Kwame A.), *Bénin : l'armée neutralise 17 terroristes lors d'une attaque déjouée*, 12/03/2026, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/benin-l-armee-neutralise-17-terroristes-lors-d-une-attaque-dejouee/3860003> [consulté le 01/04/2026]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Acteurs impliqués dans des incidents visant des civils du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, [https://www.datawrapper.de/\\_/s72g4/](https://www.datawrapper.de/_/s72g4/) [consulté le 27/05/2026]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombres de morts par communes du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [carte réalisée via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 21/05/2026, [https://www.datawrapper.de/\\_/0Fn9I/?v=4](https://www.datawrapper.de/_/0Fn9I/?v=4) [consulté le 21/05/2026]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Violences dans les quatre départements du Nord* [carte réalisée via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 21/05/2026, [https://www.datawrapper.de/\\_/lcevc/?v=8](https://www.datawrapper.de/_/lcevc/?v=8) [consulté le 21/05/2026]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Acteurs impliqués dans des incidents visant des civils du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, [https://www.datawrapper.de/\\_/s72g4/](https://www.datawrapper.de/_/s72g4/) [consulté le 15/04/2026]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Répartition par mois des incidents du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, [https://www.datawrapper.de/\\_/9nC9H/?v=2](https://www.datawrapper.de/_/9nC9H/?v=2) [consulté le 15/04/2026]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Types de violences du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, [https://www.datawrapper.de/\\_/uPIuT/?v=2](https://www.datawrapper.de/_/uPIuT/?v=2) [consulté le 15/04/2026]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de morts par type d'incidents du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, [https://www.datawrapper.de/\\_/f5GUx/](https://www.datawrapper.de/_/f5GUx/) [consulté le 15/04/2026]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Répartition géographique des incidents sécuritaires et des décès qui en résultent du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, [https://www.datawrapper.de/\\_/Uee1V/](https://www.datawrapper.de/_/Uee1V/) [consulté le 15/04/2026]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de morts par provinces du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [carte réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, [https://www.datawrapper.de/\\_/0Fn9I/](https://www.datawrapper.de/_/0Fn9I/) [consulté le 15/04/2026]

- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre d'incidents dans la province Alibori du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, <https://www.datawrapper.de/ /x1lfr/> [consulté le 15/04/2026]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Types de violences du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, <https://www.datawrapper.de/ /uPIuT/?v=2> [consulté le 15/04/2026]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Répartition par mois des incidents du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, <https://www.datawrapper.de/ /9nC9H/?v=2> [consulté le 15/04/2026]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de morts par type d'incidents du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, <https://www.datawrapper.de/ /f5GUx/> [consulté le 15/04/2026]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Répartition géographique des incidents sécuritaires et des décès qui en résultent du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, <https://www.datawrapper.de/ /Uee1V/> [consulté le 15/04/2026]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de morts par provinces entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [carte réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, <https://www.datawrapper.de/ /0Fn9/> [consulté le 15/04/2026]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *About l'ACLED*, s.d., <https://acleddata.com/about-acleddata/> [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Codebook*, 06/2023, [https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm\\_uploads/2023/06/ACLED\\_Codebook\\_2023.pdf](https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm_uploads/2023/06/ACLED_Codebook_2023.pdf) [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding Review Process, Version 2 (09.2020)*, 11/2021, [https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED\\_Coding-Review-Process\\_v2\\_September-2020.pdf](https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Coding-Review-Process_v2_September-2020.pdf) [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Fatality Methodology*, 01/2023, [https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2023/01/FAQs-ACLED-Fatality-Methodology\\_2023.pdf](https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2023/01/FAQs-ACLED-Fatality-Methodology_2023.pdf) [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *New frontlines: Jihadist expansion is reshaping the Benin, Niger, and Nigeria borderlands*, 27/03/2025, <https://acleddata.com/report/new-frontlines-jihadist-expansion-reshaping-benin-niger-and-nigeria-borderlands> [consulté le 01/04/2026]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Q&A: Why is jihadist violence escalating in the Benin, Niger, and Nigeria border triangle?*, 11/12/2025, <https://acleddata.com/qa/qa-why-jihadist-violence-escalating-benin-niger-and-nigeria-border-triangle> [consulté le 27/05/2026]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Resource Library*, s.d., <https://acleddata.com/resources/#1644417247131-efe69df0-2548> [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), via Datawrapper, *Évolution du nombre d'incidents sécuritaires et de décès liés à ceux-ci du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 14 mars 2026* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 15/04/2026, <https://www.datawrapper.de/ /xKLvx/?v=3> [consulté le 15/04/2026]
- Assessment Capacities Project (ACAPS), *Benin. Conflict in Alibori and Atacora*, 07/02/2025, [https://www.acaps.org/fileadmin/Data\\_Product/Main\\_media/20250207\\_ACAPS\\_Briefing\\_Note\\_Benin\\_-\\_Conflict\\_in\\_Alibori\\_and\\_Atacora\\_.pdf](https://www.acaps.org/fileadmin/Data_Product/Main_media/20250207_ACAPS_Briefing_Note_Benin_-_Conflict_in_Alibori_and_Atacora_.pdf) [consulté le 27/05/2026]
- Banouto, *Karimama : des civils tués par des individus armés non identifiés*, 04/10/2024, <https://banouto.bj/societe/article/20241004-karimama-des-civils-tues-par-des-individus-armes-non-identifies> [consulté le 12/05/2026]

BBC, *Attaque djihadiste au nord du Bénin: ce que nous savons de l'opération qui a coûté la vie à 15 soldats*, 06/03/2026, <https://www.bbc.com/afrique/articles/c3v76ne30lgo> [consulté le 12/05/2026]

BBC, *Hunt under way for Benin coup plotters as two hostages reportedly freed*, 08/12/2025, <https://www.bbc.com/news/articles/cgex2d3y3dxo> [consulté le 11/05/2026]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) (Siegle J., Wahila H.), *Bénin : Le rétablissement des normes démocratiques a des implications régionales considérables*, 23/02/2026, <https://africacenter.org/fr/spotlight/fr-elections-2026/benin/> [consulté le 15/04/2026]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Adapter la riposte du Bénin contre les groupes militants violents*, 03/2026, <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2026/03/ASB-46-FR.pdf> [consulté le 30/03/2026]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *En Afrique, la portée de la menace des islamistes militants ne cesse de s'élargir*, 15/04/2026, <https://africacenter.org/fr/spotlight/2026a-portee-menace-islamistes-militants-afrique/> [consulté le 07/05/2026]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *L'évolution du front de la violence des islamistes militants au Sahel*, 22/04/2025, <https://africacenter.org/fr/spotlight/violence-islamistes-militants-au-sahel/> [consulté le 27/05/2026]

Clingendael - The Netherlands Institute of International Relations, *Loi de l'attraction. Le nord du Bénin et le risque de propagation de l'extrémisme violent*, 06/2021, [https://www.clingendael.org/sites/default/files/2021-07/Resume-Loi-de-lattraction\\_2021.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/2021-07/Resume-Loi-de-lattraction_2021.pdf) [consulté le 01/04/2026]

Clingendael - The Netherlands Institute of International Relations, *Trouble à la frontière: Un groupe extrémiste Nigérian est aussi entré au Bénin*, 14/11/2025, <https://www.clingendael.org/publication/trouble-la-frontiere-un-groupe-extremiste-nigerian-est-aussi-entre-au-benin> [consulté le 31/03/2026]

Combating Terrorism Center (CTC) (Barnett J., Musa U.), *Kachallas and Kinship: Understanding Jihadi Expansion and Diffusion in Nigeria*, 01/2026, [https://ctc.westpoint.edu/wp-content/uploads/2025/12/CTC-SENTINEL-012026\\_Barnett-Musa.pdf](https://ctc.westpoint.edu/wp-content/uploads/2025/12/CTC-SENTINEL-012026_Barnett-Musa.pdf) [consulté le 07/04/2026]

Critical Threats (CT) (Karr L., Miles Ch., Dayton C.), *Interactive Map of Salafi-Jihadi Groups in West Africa*, 21/11/2025, <https://storymaps.arcgis.com/stories/05e4e0c6979a4f3a85170d43e6a5e703> [consulté le 01/04/2026]

Critical Threats (CT) (Miles Ch., Karr L.), *Salafi Jihadi Areas Of Operation In West Africa Interactive Map And Campaign Analysis*, 24/11/2025, <https://www.criticalthreats.org/analysis/salafi-jihadi-areas-of-operation-in-west-africa-interactive-map-and-campaign-analysis> [consulté le 01/04/2026]

Deutsche Welle (DW) (Abiodun J.) *Nigeria's new corridor opens doors for jihadi groups*, 10/03/2026 <https://www.dw.com/en/nigeria-boko-haram-sahel-militants-insurgency-jihadist-groups/a-76292753> [consulté le 01/04/2026]

Duhamel J., *Benin coup map, 07 December 2025*, 07/12/2025, <https://www.julesduhamel.com/benin-coup-monitoring-07-december-2025/> [consulté le 31/03/2026]

Duhamel J., *Map of JNIM and ISSP activity in Benin, Niger and Nigeria borderlands*, 05/12/2025, <https://www.julesduhamel.com/jnim-and-issp-activity-in-benin-niger-and-nigeria-borderlands/> [consulté le 31/03/2026]

Emergency Response Coordination Centre (ERCC), *Daily Flash*, s.d., <https://erccportal.jrc.ec.europa.eu/ECHO-Products/Echo-Flash> [consulté le 12/05/2026]

EmmanuelleSodji (@EmmanuelleSodji), *Le 7 décembre au #Bénin, deux fronts se sont affrontés bien au-delà du terrain politique...* [X Post], 09/12/2025, <https://x.com/i/status/1998337325219086359> [consulté le 11/05/2026]

Enhancing Africa's Response to Transnational Organized Crime Africa (ENACT) (Ogunade F.), *Arms trafficking threatens West African wildlife sanctuary*, 14/02/2025, <https://enactafrica.org/enact-observer/arms-trafficking-threatens-west-african-wildlife-sanctuary> [consulté le 27/05/2026]

- Enhancing Africa's Response to Transnational Organized Crime Africa (ENACT) (Berger F., Tagziria L, Mossi A.), *Otage de l'extrémisme violent : les enlèvements dans le nord du Bénin*, 03/2024, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/uploads/pages/1733386158463-OCWAR-T-pb15-fr.pdf> [consulté le 12/05/2026]
- Fonds des Nations unies pour l'enfance (United Nations Children's Fund, UNICEF), *Central Sahel Outflow*, 2025, <https://www.unicef.org/media/165676/file/2025-HAC-Central-Sahel-Outflow.pdf> [consulté le 12/05/2026]
- France 24, *Bénin : tous les otages libérés après le coup d'État manqué, mais des putschistes encore en cavale*, 08/12/2025, <https://www.france24.com/fr/afrique/20251208-b%C3%A9nin-tous-les-otages-lib%C3%A9r%C3%A9s-apr%C3%A8s-le-coup-d-%C3%A9tat-manqu%C3%A9-mais-des-putschistes-encore-en-cavale> [consulté le 11/05/2026]
- Global Initiative against Transnational Organized Crime (GI-TOC) (Berger F., Tagziria L., Mossi A.), *Hostage to violent extremism : Kidnapping in northern Benin*, 02/2024, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2024/03/Flore-Berger-Lyes-Tagziria-and-Aziz-Mossi-Hostage-to-violent-extremism.-Kidnapping-in-northern-Benin-OCWAR-T-February-2024.pdf> [consulté le 27/05/2026]
- Global Initiative against Transnational Organized Crime (GI-TOC), *Lakurawa is rapidly expanding its territory and revenue in North West Nigeria, and may contribute to a long-feared bridge between Nigerian and Sahelian armed groups.*, Risk bulletin n°13, 12/2025, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-013/03-lakurawa-rapidly-expanding-territory-and-revenue-in-nigeria.html> [consulté le 26/05/2026]
- Gouvernement de la République du Bénin, *Opération Mirador : L'armée béninoise scelle un nouveau pacte de confiance avec les communautés*, 01/03/2026, <https://www.gouv.bj/article/3459/operation-mirador-armee-beninoise-scelle-nouveau-pacte-confiance-avec-communaut%C3%A9s/> [consulté le 12/05/2026]
- Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Réfugiés au Nord du Bénin : Une Analyse Socio-Ethnographique - Rapport final*, 15/01/2026, <https://data.unhcr.org/en/documents/details/120550> [consulté le 31/03/2026]
- Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) (Quidelleur T.), *Bénin – derrière le mirage de stabilité: conflits armés transnationaux et fractures internes*, Note de recherche N° 150, 11/2025, [https://www.irsem.fr/storage/file\\_manager\\_files/2025/11/nr-irsem-150-quidelleur-benin.pdf](https://www.irsem.fr/storage/file_manager_files/2025/11/nr-irsem-150-quidelleur-benin.pdf) [consulté le 30/03/2026]
- Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), *Bénin : de quoi la tentative de coup d'État du 7 décembre est-elle le signe?*, 17/12/2025, <https://www.iris-france.org/benin-de-quoi-la-tentative-de-coup-detat-du-7-decembre-est-elle-le-signe/> [consulté le 11/05/2026]
- Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), *La gestion des armes et des munitions - République du Bénin*, 05/2024, <https://unidir.org/wp-content/uploads/2024/05/UNIDIR-gestion-armes-munitions-aperçu-pays-republique-benin.pdf> [consulté le 26/05/2026]
- Institute for Security Studies (ISS), *Le Bénin doit contrer la menace des engins explosifs improvisés*, 28/11/2024, <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-benin-doit-contrer-la-menace-des-engins-explosifs-improvises> [consulté le 12/05/2026]
- Institute for Security Studies Africa (ISS Africa), *Lakurawa : la menace hybride nigériane qui s'est attirée les missiles américains*, 02/02/2026, <https://issafrica.org/fr/iss-today/lakurawa-la-menace-hybride-nigeriane-qui-s-est-attiree-les-missiles-americains> [consulté le 26/05/2026]
- International Crisis Group (ICG), *Alliance des Etats du Sahel : le divorce avec la Cedeao peut-il être évité ?*, 05/12/2024, <https://www.crisisgroup.org/fr/qna/afrique/sahel/burkina-faso-mali-niger/splinter-sahel-can-divorce-ecowas-be-averted> [consulté le 12/05/2026]
- International Crisis Group (ICG), *CrisisWatch Database*, 30/04/2026, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database> [consulté le 12/05/2026]
- International Crisis Group (ICG), *L'Afrique de l'Ouest face au risque de contagion jihadiste*, 20/12/2019, <https://www.crisisgroup.org/fr/brf/afrique/cote-divoire/b149-lafrique-de-louest-face-au-risque-de-contagion-jihadiste> [consulté le 07/04/2026]

- 
- International Crisis Group (ICG), *Le Jnim et le dilemme de l'expansion au-delà du Sahel*, 20/02/2026, <https://www.crisisgroup.org/fr/rpt/africa/sahel-west-africa/321-le-jnim-et-le-dilemme-de-lexpansion-au-dela-du-sahel> [consulté le 30/03/2026]
- Jeune Afrique (JA) (Boko W. H.), *Oswald Padonou : « Les groupes terroristes ont clairement l'intention d'établir un sanctuaire au Bénin »*, 25/04/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1662256/politique/oswald-padonou-les-groupes-terroristes-ont-clairement-lintention-detablir-un-sanctuaire-au-benin/> [consulté le 07/04/2026]
- Jeune Afrique (JA) (Dudouet M.), *Comment la guerre au Sahel a fait exploser la criminalité dans toute l'Afrique de l'Ouest*, 22/11/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1735258/politique/comment-la-guerre-au-sahel-a-fait-exploser-la-criminalite-dans-toute-lafrique-de-louest/> [consulté le 07/04/2026]
- Jeune Afrique (JA) (Gayet D. K.), *Au Bénin, l'armée confrontée à une reprise de l'offensive jihadiste dans le Nord*, 05/03/2026, <https://www.jeuneafrique.com/1771572/politique/au-benin-larmee-confrontee-a-une-reprise-de-loffensive-jihadiste-dans-le-nord/> [consulté le 01/04/2026]
- Jeune Afrique (JA) (Mawunyo H. B.), *Bénin : « Mahmuda », le nouveau groupe jihadiste qui sème la terreur*, 15/11/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1739984/politique/benin-mahmuda-le-nouveau-groupe-jihadiste-qui-seme-la-terreur/> [consulté le 27/05/2026]
- Jeune Afrique (JA), *Bénin : l'opposition fera-t-elle les frais du putsch manqué contre Patrice Talon ?*, 24/12/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1751748/politique/benin-lopposition-fera-t-elle-les-frais-du-putsch-manque-contre-patrice-talon/> [consulté le 11/05/2026]
- Jeune Afrique (JA), *Exclusif – Bénin : les détails de la fuite du lieutenant-colonel Tigri vers un pays voisin*, 10/12/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1748114/politique/exclusif-le-lieutenant-colonel-tigri-a-quitte-le-benin-pour-se-refugier-dans-un-pays-voisin/> [consulté le 11/05/2026]
- Jeune Afrique (JA), *Où est passé Pascal Tigri ? Révélation sur la cavale du chef des putschistes béninois*, 23/12/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1750856/politique/ou-est-passe-pascal-tigri-revelations-sur-la-cavale-du-chef-des-putschistes-beninois/> [consulté le 11/05/2026]
- Jeune Afrique (JA), *Putsch manqué au Bénin : l'ancien ministre Candide Azannai placé sous mandat de dépôt*, 20/12/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1751634/politique/putsch-manque-au-benin-lancien-ministre-candide-azannai-place-sous-mandat-de-depot/> [consulté le 11/05/2026]
- Jeune Afrique (JA), *Tentative de coup d'État au Bénin : le Nigeria confirme avoir mené des frappes, la Cedeao déploie la Force en attente*, 08/12/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1747263/politique/tentative-de-coup-detat-au-benin-le-nigeria-confirme-avoir-mene-des-frappes-la-cedeao-deploie-la-force-en-attente/> [consulté le 11/05/2026]
- Konrad Adenauer Stiftung (KAS) (Khalfaoui M.), *Une ligne de front avec le djihadisme tracé dans le sable du Sahel. Les population du Nord Bénin et Togo en quête de solution*, 08/04/2025, <https://www.kas.de/documents/280929/34549267/Une+ligne+de+front+avec+le+djihadisme+tracée+dans+le+sable+du+Sahel+FR.pdf/080961cd-f868-4eae-eca3-2c25e93c61bd> [consulté le 27/05/2026]
- Konrad Adenauer Stiftung (KAS) (Wilén N., Aning K.), *Countering Extremism in West Africa: What Options Are Left?*, 03/2025, <https://www.kas.de/documents/d/sahel/countering-extremism-in-west-africa-what-options-are-left> [consulté le 07/04/2026]
- Konrad Adenauer Stiftung (KAS) (Yapi A., Rüttershoff T.), *Opération Mirador : Une Synergie Renforcée entre l'État-Major Général et le Programme*, 05/07/2024, <https://www.kas.de/fr/web/sipodi/veranstaltungsberichte/detail/-/content/opperation-mirador-au-benin-l-etat-major-general-et-le-programme-sipodi-sont-en-phase> [consulté le 12/05/2026]
- La Nouvelle Tribune, *Décès d'un jeune à Parakou au Bénin : La police réagit et rassure*, 22/11/2024, <https://lanouvelletribune.info/2024/11/deces-dun-jeune-a-parakou-au-benin-la-police-reaagit-et-rassure/> [consulté le 12/05/2026]
- Le Monde, *Dans le nord du Bénin, l'appui discret des forces spéciales françaises au combat contre les djihadistes*, 10/04/2026, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2026/04/10/dans-le-nord-du-benin-l-appui-discret-des-forces-speciales-francaises-au-combat-contre-les-djihadistes\\_6678764\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2026/04/10/dans-le-nord-du-benin-l-appui-discret-des-forces-speciales-francaises-au-combat-contre-les-djihadistes_6678764_3212.html) [consulté le 12/05/2026]

Le Monde, *Tentative de putsch au Bénin : une trentaine de personnes, majoritairement des militaires, écrouées*, 16/12/2025, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/12/16/tentative-de-putsch-au-benin-une-trentaine-de-personnes-majoritairement-des-militaires-ecrouees\\_6658151\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/12/16/tentative-de-putsch-au-benin-une-trentaine-de-personnes-majoritairement-des-militaires-ecrouees_6658151_3212.html) [consulté le 11/05/2026]

Libération (Malagardis M.), *Menace jihadiste dans le nord du Bénin : «Ces attaques sont devenues le plus grand danger»*, 30/04/2026, [https://www.liberation.fr/international/afrique/menace-jihadiste-dans-le-nord-du-benin-ces-attaques-sont-devenues-le-plus-grand-danger-20260430\\_WHIFSB6ZBJAZXJHBYNKXTLNS4E/](https://www.liberation.fr/international/afrique/menace-jihadiste-dans-le-nord-du-benin-ces-attaques-sont-devenues-le-plus-grand-danger-20260430_WHIFSB6ZBJAZXJHBYNKXTLNS4E/) [consulté le 21/05/2026]

Médecins Sans Frontières (MSF), *Au Bénin : réfugiés nigériens en quête de sécurité*, s.d., <https://www.msf-azg.be/fr/news/au-benin-refugiés-nigériens-en-quête-de-sécurité> [consulté le 27/05/2026]

Monsieur GANSE (@EmmanuelGanse), *Au micro de RFI, Dieudonné Djimon Tévoédjèrè, Colonel-major des Forces armées béninoises...* [X post], 10/12/2025, <https://x.com/EmmanuelGanse/status/1998771889024463144> [consulté le 11/05/2026]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel Rapport du Secrétaire général. S/2025/771*, 28/11/2025, <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n25/319/16/pdf/n2531916.pdf> [consulté le 31/03/2026]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel Rapport du Secrétaire général. S/2025/187*, 26/03/2025, <https://docs.un.org/fr/S/2025/187> [consulté le 31/03/2026]

Nations unies - Conseil des droits de l'homme, *Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, Ben Saul*, 02/05/2025, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/47/Add.1> [consulté le 12/05/2026]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR-HCDH), *Benin: UN expert welcomes holistic approach to countering terrorism and urges timely justice*, 27/11/2024, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/11/benin-un-expert-welcomes-holistic-approach-countering-terrorism-and-urges> [consulté le 27/05/2026]

Organisation internationale pour les migrations (OIM) - Matrice de suivi des déplacements (Displacement Tracking Matrix, DTM), *Bénin — Tableau de bord de suivi des déplacements Round 4 (Novembre 2025)*, 11/2025, <https://dtm.iom.int/fr/reports/benin-tableau-de-bord-de-suivi-des-deplacements-round-4-novembre-2025>

Radio France internationale (RFI), *Afflux de réfugiés nigériens au Bénin en raison de l'insécurité*, 11/04/2026, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260411-afflux-refugiés-nigériens-bénin-en-raison-de-l-insécurité-bandits-msf> [consulté le 27/05/2026]

Radio France internationale (RFI), *Afrique de l'Ouest : coups d'État et jihadisme rebattent les cartes du pouvoir*, 14/12/2025, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/géopolitique/20251214-afrique-de-l-ouest-coups-d-état-et-jihadisme-rebattent-les-cartes-du-pouvoir> [consulté le 11/05/2026]

Radio France internationale (RFI), *Attaque au Bénin: «Le Jnim n'a pas encore de base fixe au Bénin mais a des relais dans les communautés locales»*, 24/04/2025, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/invité-afrique-midi/20250424-attaque-au-bénin-le-jnim-n-a-pas-encore-de-base-fixe-au-bénin-mais-a-des-relais-dans-les-communautés-locales> [consulté le 12/05/2026]

Radio France internationale (RFI), *Attaques de commissariats dans le nord du Bénin: «Les maillons les plus faibles dans la lutte contre le terrorisme»*, 23/06/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250623-attaques-de-commissariats-dans-le-nord-du-bénin-les-maillons-les-plus-faibles-dans-la-lutte-contre-le-terrorisme> [consulté le 07/04/2026]

Radio France internationale (RFI), *Bénin: accusé d'avoir salué la tentative de coup d'État, un ex-député des Démocrates condamné à cinq ans de prison*, 13/05/2026, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260513-bénin-accusé-d-avoir-salué-la-tentative-de-coup-d-état-un-ex-député-des-démocrates-condamné-à-cinq-ans-de-prison> [consulté le 21/05/2026]

Radio France internationale (RFI), *Bénin: le groupe jihadiste Jnim revendique l'attaque contre l'armée béninoise dans le nord du pays*, 10/01/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250110-bénin-le-groupe-jihadiste-jnim-revendique-l-attaque-contre-l-armée-béninoise-dans-le-nord-du-pays> [consulté le 12/05/2026]

Radio France internationale (RFI), *Bénin: un mois après la tentative de putsch, la vie a repris son cours et l'enquête avance lentement*, 07/01/2026, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260107-benin-un-mois-apres-la-tentative-de-putsch-la-vie-a-repris-son-cours-et-l-enquete-avance-lentement> [consulté le 11/05/2026]

Radio France internationale (RFI), *Mali: qui est la katiba Serma, cible d'une opération antiterroriste?*, 09/01/2019, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190108-mali-katiba-serma-cible-operation-antiterroriste> [consulté le 27/05/2026]

Revue Conflit (Vidjingninou F.), *Le Bénin, laboratoire de la convergence djihadiste : comment le Sahel a exporté sa guerre aux portes du golfe de Guinée*, 19/12/2025, <https://www.revueconflits.com/le-benin-laboratoire-de-la-convergence-djihadiste-comment-le-sahel-a-exporte-sa-guerre-aux-portes-du-golfe-de-guinee/> [consulté le 11/05/2026]

Revue Conflits (Vidjingninou F.), *Bénin : le coup d'État qui dit tout haut ce que la région murmure*, Revue Conflits, 13/12/2025, <https://www.revueconflits.com/benin-le-coup-detat-qui-dit-tout-haut-ce-que-la-region-murmure/> [consulté le 11/05/2026]

Sahel Intelligence, *Bénin : Poursuites judiciaires et tensions politiques après la tentative du coup d'État*, 17/12/2025, <https://sahel-intelligence.com/41305-benin-poursuites-judiciaires-et-tensions-politiques-apres-la-tentative-du-coup-detat.html> [consulté le 11/05/2026]

Solidarités International, *Northern Benin: growing humanitarian needs*, 27/02/2024, <https://www.solidarites.org/en/missions/benin/> [consulté le 26/05/2026]

The Conversation (Sow P.), *Bénin : pourquoi les djihadistes ciblent les parcs nationaux*, 06/05/2025, <https://theconversation.com/benin-pourquoi-les-djihadistes-ciblent-les-parcs-nationaux-253605> [consulté le 07/04/2026]

The Conversation, *Benin's failed coup: three factors behind the takeover attempt*, 09/12/2025, <https://theconversation.com/benins-failed-coup-three-factors-behind-the-takeover-attempt-271540> [consulté le 11/05/2026]

The Guardian, *How rampant violence made Nigeria an insecurity hotspot in the Sahel – mapped*, 19/05/2026, <https://www.theguardian.com/world/ng-interactive/2026/may/19/how-rampant-violence-nigeria-insecurity-hotspot-sahel-mapped> [consulté le 26/05/2026]

TV5 Monde, *Bénin: l'armée déclare avoir tué 45 terroristes dans le nord du pays en proie aux djihadistes*, 07/01/2026, <https://information.tv5monde.com/afrique/benin-larmee-declare-avoir-tue-45-terroristes-dans-le-nord-du-pays-en-proie-aux-djihadistes-2804354> [consulté le 12/05/2026]

TV5 Monde, *Bénin: 'Les combats ont été violents', 15 soldats tués dans une nouvelle attaque djihadiste dans le nord du pays*, 07/03/2026, <https://information.tv5monde.com/afrique/video/benin-les-combats-ont-ete-violents-15-soldats-tues-dans-une-nouvelle-attaque-djihadiste-dans-le-nord-du-pays-2812611> [consulté le 12/05/2026]

United Nations Children's Fund (UNICEF), *Benin. Bureau pays - Humanitaire*, 04/11/2025, [https://www.unicef.org/benin/media/4706/file/SITREP\\_allégé\\_pour\\_journée\\_humanitaire\\_VF\\_francaise.pdf.pdf](https://www.unicef.org/benin/media/4706/file/SITREP_allégé_pour_journée_humanitaire_VF_francaise.pdf.pdf) [consulté le 27/05/2026]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Monthly Statistics Dashboard BENIN March 2026*, 22/04/2026 <https://data.unhcr.org/en/documents/details/122147> [consulté le 26/05/2026]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Monthly Statistics Dashboard BENIN January 2026*, 02/03/2026, <https://data.unhcr.org/fr/documents/details/121360> [consulté le 26/05/2026]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Monthly Statistics Dashboard BENIN April 2026*, 26/05/2026, <https://data.unhcr.org/fr/documents/details/122610> [consulté le 27/05/2026]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Monthly Statistics Dashboard BENIN February 2026*, 18/03/2026, <https://data.unhcr.org/en/documents/details/121627> [consulté le 27/05/2026]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Réfugiés au Nord du Bénin : Une Analyse Socio-Ethnographique - Rapport final - Benin*, 15/01/2026, <https://reliefweb.int/report/benin/refugies-au-nord-du-benin-une-analyse-socio-ethnographique-rapport-final> [consulté le 12/05/2026]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Benin - Reference Map (As of 28 février 2023) - Benin*, 28/02/2023, <https://reliefweb.int/map/benin/benin-reference-map-28-fevrier-2023>  
[consulté le 21/05/2026]